

RÉ- SOLUTIONS

POUR UN MONDE JUSTE
ET FRATERNEL

SUPPLÉMENT AU JOURNAL MESSAGES N° 761 - SEPTEMBRE 2023

COMPRENDRE

L'AGRICULTURE SAHÉLIENNE AU DÉFI DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

EXPLORER

MIGRATION :
LE PÉRIL ALPIN

RÉAGIR

JEUX OLYMPIQUES :
ALERTE SUR
L'HÉBERGEMENT



Secours
Catholique
Caritas France



06



31



14



28

04 RÉAGIR

Jeux Olympiques : alerte sur l'hébergement

06 INNOVER

L'énergie des tiers de confiance

11 DÉBATTRE

Faut-il allouer le RSA sous condition ?

14 COMPRENDRE

14 **Enquête.** L'agriculture sahélienne au défi du changement climatique

22 **L'entretien :** « On a l'eau et les ressources, tout est une question de volonté politique »

26 **Ici et là-bas.** Réforme de la PAC : un virage "écologique" à peine amorcé

27 **Des outils pour comprendre**

28 RENCONTRER

Zahia Ziouani. Décloisonner la musique classique

31 EXPLORER

Migration : Le péril alpin

38 POINT DE VUE

Anaïs Oudart. « La faille de la rupture familiale »

39 LE REGARD DE BESSE ET ÉRIC LA BLANCHE

Agroboboécologie

**RÉ-
SOLUTIONS**

Supplément au trimestriel *Messages du Secours Catholique-Caritas France* : 106, rue du Bac – 75341 Paris CEDEX 07
Tél. : 01 45 49 73 00 • Fax : 01 45 49 94 50

Présidente et directrice de la publication :
Véronique Devise

Directrice de la communication :
Agnès Dutour

Rédacteurs en chef :
Emmanuel Maistre (7576)
Clarisse Briot (7339)

Rédacteur en chef adjoint :
Jacques Duffaut (7385)

Rédacteurs :
Cécile Leclerc-Laurent (7534)
Djamila Ould Khettab (7320)
Benjamin Sèze (5239)

Rédacteur-graphiste :
Guillaume Seyral (7414)

Rédactrice photo :
Elodie Perriot (7583)

Correction :
Catherine Hervoüet des Forges

Imprimerie : Imaye Graphic © Messages du Secours Catholique – Caritas France, reproduction des textes, des photos et des dessins interdite, sauf accord de la rédaction. Le présent numéro a été tiré à 51 711 exemplaires.

Dépôt légal : n° 116 787

Numéro de commission paritaire :
1127 H 82430 / Édité par le Secours Catholique – Caritas France.

Photo de couverture :
Christophe Hargoues / SCCF



Ce produit est imprimé par une usine certifiée ISO 14001 dans le respect des règles environnementales.



ÉLODIE PERRIOT / SCDF

ÉDITORIAL

POUR UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE

PAR **SINTHA MARCHE** ET **LIA GERBEAU**, CHARGÉES DE PROJETS INTERNATIONAUX AGROÉCOLOGIE AU SAHEL



ÉLODIE PERRIOT / SCDF



IL S'AGIT DE VALORISER ET PROMOUVOIR LA PRODUCTION AGRICOLE ET NATURELLE



Dans les années 90, les grandes sécheresses ont conduit à des crises alimentaires majeures et récurrentes dans la région du Sahel. À l'époque, la réponse d'urgence était focalisée sur la sécurité alimentaire. Aujourd'hui, le problème est plus vaste. L'utilisation dans l'agriculture des intrants chimiques durant ces dernières décennies a dégradé les sols et appauvri les terres cultivables. Par ailleurs, grignotées par l'urbanisation et l'explosion des activités minières, ces terres tendent à se raréfier. Cette situation exacerbée par les effets du changement climatique est source d'appauvrissement pour les familles majoritairement paysannes. Elle génère des déplacements de population, l'exode de nombreux jeunes et de violents conflits autour de l'exploitation des terres et des ressources naturelles.

Pour répondre à ces enjeux le Secours Catholique et ses partenaires locaux promeuvent le développement de l'agroécologie, qui s'appuie sur une production agricole sans intrant chimique ; le choix de semences adaptées aux territoires ; des revenus décents pour les producteurs ; enfin l'action collective et la concertation entre les différents acteurs du territoire.

Ces concepts forment la base du programme agroécologie Sahel, mis en œuvre dans plusieurs pays – Sénégal, Bénin, Mauritanie, Niger, Burkina Faso et Togo – par six organisations du réseau Caritas, en collaboration avec le Secours Catholique. Au niveau local, nos partenaires accompagnent les populations pour valoriser leurs savoirs et pour développer des pratiques agroécologiques, *via* notamment la mise en place de champs-écoles paysans, ou encore de périmètres maraîchers en gestion communautaire. Ensemble, ces organisations réfléchissent à des solutions pour faire face à des problématiques communes comme l'accès au foncier, la gestion de l'eau ou le besoin de semences adaptées. Leur ambition est de promouvoir ce modèle dans la région sahélienne, à travers la multiplication des bonnes pratiques et un travail de plaidoyer pour influencer les politiques publiques. Si la nécessité de soutenir l'environnement et l'adaptation au changement climatique est aujourd'hui reconnue par les gouvernements, les initiatives existantes ne font pas suffisamment référence à une vision systémique et les actes ne sont souvent pas à la hauteur des enjeux. Il est nécessaire que les institutions politiques s'emparent de la question de la transition écologique juste (TEJ) et prennent des orientations tenant compte des enjeux sociaux et environnementaux. Il s'agirait d'une part d'arrêter de subventionner les engrais chimiques, et d'autre part de valoriser et promouvoir la production agricole locale et naturelle et de limiter les importations à ce que leur pays ne produit pas. ■

JEUX OLYMPIQUES : ALERTE SUR L'HÉBERGEMENT

Les jeux Olympiques 2024 à Paris sont présentés comme une "grande fête populaire". Y compris pour les ménages les plus modestes ? Alors que les préparatifs battent leur plein, plusieurs associations de lutte contre la pauvreté et le mal-logement, dont le Secours Catholique, s'inquiètent des répercussions des Jeux sur l'accès au logement et à l'hébergement en Île-de-France, déjà difficile.

PAR **DJAMILA OULD KHETTAB**

Moins d'hébergements d'urgence

Avec la reprise de l'activité touristique, de plus en plus d'hôtels, reconvertis dans l'accueil social durant le covid, ferment leur porte pour mener des travaux de rénovation dans le but de recevoir une clientèle plus aisée. 2 500 places hôtelières ont été perdues dans la capitale en 2022, selon le Samu social. Un phénomène qui va sûrement s'amplifier en raison des JO, durant lesquels plus de 10 millions de visiteurs sont attendus à Paris. Or la situation est critique : en juin, 6 000 demandes d'hébergement d'urgence étaient en attente d'une réponse du 115, selon le SIAO.

"Desserrement" à marche forcée

Pour désengorger le parc d'hébergement francilien, l'exécutif a demandé aux préfets de mettre en œuvre

des opérations de "desserrement" : des personnes exilées, vivant dans des campements ou des gymnases, pour la plupart, sont envoyées dans des "sas d'accueil temporaire régionaux" avant d'être réparties sur les territoires. Cependant l'accès à un hébergement est saturé aussi en province. Résultat, une concurrence s'installe entre les personnes "dessaillées" et celles en attente déjà sur place. Autre problème : les personnes déplacées manquent d'informations sur les conditions de déplacement, les délais sont courts et les garanties de relogement faibles.

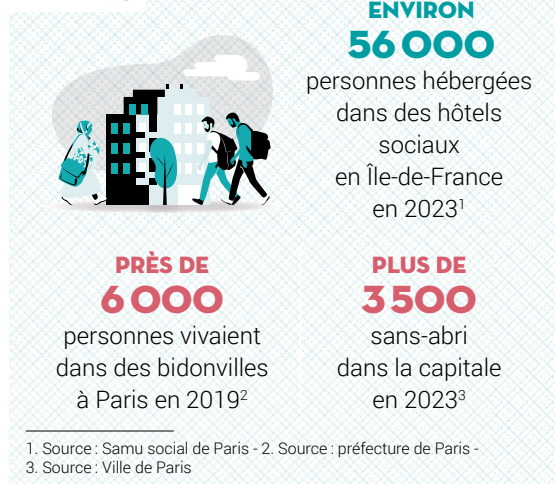
"Nettoyage" ...

Des acteurs associatifs, dont le Secours Catholique, craignent une accélération des expulsions de personnes vivant dans des lieux de vie informels, tels que les squats, les bidonvilles ou les gymnases, à l'instar de ce qui s'est produit lors de grands rassemblements sportifs. Aucune solution pérenne d'hébergement ou de relogement n'est offerte à ces personnes qui se retrouvent dans l'errance, comme ce fut le cas pour les 400 occupants d'Unibéton, qualifié de "plus grand squat d'Île-de-France", démantelé en avril dernier.

... et "gentrification" de la capitale

Les logements composant le Village olympique de Saint-Denis sont en vente. La priorité est donnée aux habitants de la ville. Encore faut-il pouvoir se le permettre. Le mètre carré y coûte 7 000 euros, contre 4 500 euros en moyenne sur le marché. Le risque est grand de voir les locaux repoussés plus loin en périphérie et contraints de rallonger leurs trajets. ■

REPÈRES





NOTRE POSITION

PAR **GENEVIÈVE COLAS**, RESPONSABLE DU PLAIDOYER CONCERNANT LES GRANDS ÉVÉNEMENTS SPORTIFS

« LES JEUX OLYMPIQUES MONTRENT DE GRANDES DÉFAILLANCES DANS LA POLITIQUE D'HÉBERGEMENT »

Il est important que les JO soient une fête pour tous car le sport est un moyen d'inclusion et est nécessaire au bien-être. Mais certaines décisions prises par les pouvoirs publics vont avoir des conséquences néfastes, et à long terme, sur les plus pauvres. On sait par expérience que durant les grands rassemblements sportifs les autorités préfèrent "cacher" les sans-abri. On cherche à donner une bonne image de la ville, alors qu'il faudrait trouver des solutions pérennes qui n'excluent pas davantage les plus vulnérables. Reloger des personnes hébergées

dans la banlieue de Paris dans d'autres départements peut profondément les déstabiliser, surtout lorsqu'elles ont des enfants scolarisés et qu'elles risquent de perdre

“
TROUVER DES SOLUTIONS
PÉRENNES QUI N'EXCLUENT
PAS D'AVANTAGE
LES PLUS PAUVRES
”

leur travail. Le déplacement, l'été prochain, d'étudiants logés dans des cités universitaires du Crous,

en Île-de-France, au profit de visiteurs pose aussi un problème. Nombre d'entre eux doivent travailler pour rembourser leur prêt étudiant. Vont-ils pouvoir retrouver un travail saisonnier ? La fermeture pour travaux d'hôtels sociaux, dont beaucoup étaient insalubres, est une bonne nouvelle. Mais rien ne garantit qu'après les JO des familles hébergées par le 115 aient accès à ces chambres remises aux normes, parce qu'il sera plus lucratif pour ces hôtels de viser un public touristique. Tout cela dévoile de grandes défaillances dans la politique d'hébergement. ■

DROIT DE SUITE

MAINTENIR UN ACCÈS POUR TOUS AUX SERVICES PUBLICS

Depuis plusieurs années, le Secours Catholique avec d'autres associations partenaires – dont le "Pacte du pouvoir de vivre" – alerte sur le fait que la dématérialisation des services publics impacte l'accès aux droits des plus précaires. À l'automne dernier, une table ronde a ainsi été organisée à Paris. Des usagers ont pu témoigner sur les défaillances de l'outil

numérique qui les met en difficulté dans l'accès à leurs droits. « *Des sites Internet comme ceux des préfectures pour prendre rendez-vous ou celui de la CPAM sont mal conçus et empêchent les personnes d'accéder à leurs droits. Nous préconisons donc un accompagnement des personnes sur l'outil numérique et une alternative physique à l'accès numérique.* », explique Marianne

Legall, responsable d'animation au Secours Catholique. La députée Nupes Danièle Obono s'est appuyée sur cette rencontre, citant un témoignage d'usager pour poser une question au gouvernement et déposer une proposition de loi « *tendant à la réouverture de l'accueil physique des services publics* » à l'Assemblée nationale. À suivre. ■

C.L.-L.



MATHEU GENOIN / SGGF

L'ÉNERGIE DES TIERS DE CONFIANCE

PAR **CLARISSE BRIOT**

L'expérimentation "1 Digne Toit" menée par le Secours Catholique vise à accompagner les ménages les plus pauvres dans la rénovation thermique de leur logement et ainsi à faire reculer la précarité énergétique. Rôle-clé dans ce modèle en construction, celui du bénévole-tiers de confiance.

« **E**st-ce que vous avez encore des interrogations à propos du chantier ? » s'enquiert

François, assis à la table du séjour de Bernadette et Jacques, près de Bressuire, dans les Deux-Sèvres. Posée sur la toile cirée, entre les mains du bénévole du Secours Catholique, une chemise cartonnée : le dossier de rénovation de la maison de ville achetée il y a dix ans par le couple de retraités. « Le poêle

à granulés, comment va-t-il fonctionner ? », questionne Jacques, bonnet bleu sur la tête bien que le printemps soit déjà installé. Dans trois jours, sous l'œil attentif de François, le couple assistera à la réunion de chantier et signera les devis. Le coup d'envoi des travaux d'amélioration thermique dont ils vont bénéficier. Isolation du grenier, des murs, remplacement des menuiseries, pose d'un poêle à pellets... La facture atteindra près de 25 000 euros, dont 16 000 sont financés par les aides publiques de l'Anah¹. Des montants astronomiques pour le couple qui vit sur le fil, avec une modeste pension pour deux, et quasiment sans se chauffer depuis des années. « Une somme pareille, où allait-on la trouver ? Sans le soutien de bénévoles comme François, on n'aurait pas »

▲ François fait le point avec Bernadette avant la réunion de chantier qui va lancer les travaux de rénovation de sa maison.



LES BESOINS IDENTIFIÉS

BÉNÉVOLE-TIERS DE CONFIANCE

12

millions de personnes, soit **1 ménage sur 5**, sont concernées par la précarité énergétique en France.

22 %

des Français déclarent avoir **souffert du froid au cours de l'hiver 2021-2022** pendant au moins 24 heures.

12 %

des Français dépensent plus de **8 % de leurs revenus dans leur facture d'énergie**.

2

millions de **passoires énergétiques** sont occupées par des **ménages précaires**.

L'IDÉE



Proposer aux propriétaires occupants très modestes un **accompagnement fraternel** à la rénovation par des bénévoles jouant le rôle d'intermédiaire **tout au long du projet**.

QUI ?

- ▶ Des **bénévoles**, coordonnés par le Secours Catholique
- ▶ Dans l'Oise, le Poitou, le Maine-et-Loire, la Nièvre

COMMENT ?

Accompagnement de **ménages repérés parmi les familles déjà connus** du Secours Catholique, de **ménages orientés par des travailleurs sociaux** mais aussi de **ménages "hors radar"**.



LES OBJECTIFS

Lever les freins psychologiques bloquant l'engagement dans un projet de rénovation

Permettre aux ménages **d'accéder aux aides publiques**

Réduire au maximum le reste à charge, en allant chercher des financements privés complémentaires

Faciliter le dialogue entre le ménage et l'opérateur de la rénovation

Permettre au projet de rénovation d'être **facteur d'insertion sociale**



LES LEVIERS DE RÉUSSITE

- ✓ **Proximité géographique** avec le ménage pour un suivi régulier
- ✓ Accompagnement **sur mesure**, prenant en compte le projet de vie du ménage
- ✓ Implication **dans la durée, tout au long du processus** (2, 3, voire 4 ans)
- ✓ Ménage rendu **acteur de son projet** (l'impliquer dans les décisions, les démarches)



LES PARTENAIRES

- **Travailleurs sociaux** pour le repérage et l'orientation des ménages
- **Opérateurs de rénovation** agréés "Mon accompagnateur Rénov" (exemple : SOLiHa)
- **Collectivités** territoriales
- Fondations
- Réseaux d'artisans et d'**entrepreneurs solidaires** engagés dans l'éco-rénovation

» su à qui s'adresser, témoigne Bernadette. On voit de la pub à la télé, mais on ne veut pas tomber dans une arnaque ! »

Rassurer sur leur éligibilité aux aides publiques, créer le climat de confiance indispensable pour franchir le pas, et accompagner les ménages jusqu'à la fin des travaux : c'est la mission entreprise par des équipes du Secours Catholique dans le Poitou, le Maine-et-Loire ou encore la Nièvre. À partir d'un constat : chaque année, l'association verse un million d'euros d'aides aux familles en difficulté pour régler leurs factures d'énergie. « Ces aides ponctuelles ne résolvent pas le problème », souligne Hadrien Legallet, chargé de projet national Précarité énergétique. « Il faut agir sur les causes, et par conséquent sur le logement. » Pour cela, le Secours Catholique en est convaincu, un appui spécifique aux propriétaires occupants très modestes est nécessaire. « Ils ont besoin d'un intermédiaire qui prenne vraiment le temps de l'accompagnement, poursuit Hadrien Legallet. Une personne qui puisse s'assurer que leur projet

sera bien en phase avec leur problématique et leurs besoins. »

Ce maillon indispensable, baptisé "tiers de confiance", est expérimenté avec des variations par les équipes du Secours Catholique.



ON N'EST PAS LÀ JUSTE POUR POSER DE L'ISOLANT. L'OBJECTIF ULTIME, C'EST LA RÉINSERTION SOCIALE

Dans le Bressuirais, où une quinzaine de volontaires sont mobilisés, le choix s'est porté sur des binômes : un bénévole pour le volet technique, le second pour « prendre soin » et « offrir à la famille un accompagnement fraternel », précise Pierre-Emmanuel Guillot, chargé de mission Précarité énergétique pour la délégation poitevine. « Les bénévoles ont un rôle d'écoute, de présence bienveillante, sans jugement. » Dans la Nièvre, où une équipe de six bénévoles s'est créée, « leur rôle est majeur dès le départ pour

lever les freins psychologiques et aider la famille à remettre en route la "machine sociale", afin qu'elle soit en mesure d'accomplir elle-même les démarches, comme prendre le téléphone et solliciter un artisan », explique David Juillet, chargé de suivre les actions de lutte contre la précarité énergétique menées par le Secours Catholique dans le département bourguignon. Auprès de Bernadette et Jacques, François s'emploie à atténuer les inquiétudes qui émergent à l'approche du chantier, notamment sur le sort réservé pendant les travaux à leurs nombreux chats : « Il ne faudrait pas qu'ils se sauvent ! » répète Bernadette.

Accompagnement au long cours

Le rôle pivot de bénévole-tiers de confiance est né et a été modélisé dans l'Oise, au sein du programme "1 Digne Toit". Il est le fruit d'une collaboration établie en 2014 entre le Secours Catholique et l'association Réseau éco-habitat (REH), spécialisée dans l'accompagnement à la rénovation des logements des plus précaires. Dans une volonté d'essaimage, la structure a lancé l'appel à projets "Chauffe-toi", offrant aux dix lauréats – dont les trois équipes du Secours Catholique – un appui méthodologique pour engager des actions similaires sur leurs territoires. « On n'est pas là juste pour poser de l'isolant », martèle Jean-Luc Dechoux, bénévole dans l'Oise et coordinateur des tiers de confiance en lien avec REH, qui a participé à ce partage d'expérience. « L'objectif ultime des rénovations que l'on accompagne, c'est la réinsertion sociale. Si on n'en fait qu'une simple opération technique, on aura raté notre mission. » Pour cela, le tiers de confiance doit « être

UNE RÉPONSE AUX ENJEUX CLIMATIQUES

En France, le bâtiment est le deuxième secteur le plus émetteur de gaz à effet de serre. Il représente à lui seul 27 % des émissions de CO₂ et près de 45 % de la consommation d'énergie finale. Il a donc un rôle central à jouer dans l'atteinte de la neutralité carbone à l'horizon 2050 et la lutte contre les changements climatiques. L'objectif est que l'ensemble des logements énergivores (étiquettes F et G du diagnostic de performance énergétique, soit 5,2 millions de logements) soient rénovés d'ici 2028, conformément aux préconisations de la Convention citoyenne pour le climat. En 2022, 670 000 rénovations énergétiques ont été réalisées, pour 3,1 milliards d'euros d'aides publiques distribuées. ■



MATHIEU GERON / SCDF

Dans le Poitou, le temps bénévole dévolu à un accompagnement a été estimé à près de 200 heures. « *C'est chronophage* », relève Jacques Tricot, l'un des référents. « *Le risque est de se fatiguer et de finir par arrêter.* »

Franchir le cap

Pour capitaliser ces expériences, un groupe de travail à l'échelon national vient d'être mis en place. « *Avec lui, nous allons poser les conditions de réussite du déploiement des bénévoles-tiers de confiance et créer une fiche pratique, qui pourrait être suivie de formations* », indique Hadrien Legallet. L'idée force : agir non pas à la place, mais bien en complément des dispositifs publics. « *Le programme 1DigneToit a permis de démontrer aux pouvoirs publics qu'un accompagnement social important est nécessaire pour permettre aux plus pauvres de franchir le cap de la rénovation énergétique et d'aller jusqu'au bout*, poursuit Hadrien Legallet. *Le volet renforcé du dispositif public "Mon accompagnateur Rénov", annoncé pour 2024, en est inspiré. Nous allons suivre sa mise en œuvre avec attention.* »

En attendant, Jacques et Bernadette ne sont pas tellement impatients de se chauffer au poêle à granulés. « *On a été habitués à se priver* », se justifie Bernadette. La retraitée pose son regard sur les murs du séjour, dont la tapisserie est balafrée par les griffures de ses chats. « *Peut-être qu'on pourra faire un petit rafraîchissement quand les travaux seront terminés... avance-t-elle. Ça nous occupera !* » ■

prêt à passer boire le café avec la famille une fois par semaine », décrit à grands traits le bénévole. Et à s'impliquer à toutes les étapes : en amont, dans les démarches administratives, pour la définition exacte du projet de rénovation et pour la recherche de financements complémentaires afin de réduire au maximum le reste à charge. Il s'agit ensuite, durant la phase des travaux, d'aider par exemple au relogement temporaire. Enfin, la mission se poursuit après la livraison du chantier. « *Dans l'idéal, il faudrait que la famille soit accompagnée pendant encore un an pour détecter de*

possibles malfaçons, estime Jean-Luc Dechoux, *ou encore s'assurer qu'elle prend bien en main son nouvel habitat.* »

Proximité et durée sont ainsi les deux valeurs ajoutées de l'accompagnement. Avec des limites. « *On prévient les bénévoles et les familles que la route est longue et semée d'embûches* », explique David Juillet dans la Nièvre, citant l'exemple de dossiers qui patinent en raison d'obstacles techniques liés aux opérateurs locaux de l'Anah : « *Ils n'ont pas d'approche sociale et ne prennent pas en compte la situation globale des familles* », observe-t-il.

1 Agence nationale de l'habitat

ILS Y PENSENT AUSSI PAR CLARISSE BRIOT



PARTICIPATIF

AUTO-RÉHABILITATION PARTAGÉE

Dans la Manche et le Calvados, l'association Enerterre mène des actions de rénovation écologique sur le mode solidaire. Un système d'entraide et d'accompagnement est mis en place, qui prend la forme de chantiers participatifs d'amélioration du bâti ancien. Chaque chantier est animé par un professionnel, qui assiste le bénéficiaire de la rénovation, et par des bénévoles. Dans un secteur rural et isolé, ces chantiers sont une occasion de créer du lien social. Un système d'échange local (SEL), animé par l'association, permet d'équilibrer les échanges de temps et de matériel entre les bénéficiaires du système. ■

+ Plus d'infos sur : www.enerterre.fr

INSERTION

CONSEILLERS EN MAÎTRISE D'ÉNERGIE

Le groupe Ulisse, qui favorise l'accès à l'emploi de personnes en parcours d'insertion sociale et professionnelle, a développé Ulisse Énergie, une entreprise d'insertion portant le dispositif Soleni, un service d'accompagnement à la maîtrise de l'énergie pour des ménages en précarité. Concrètement, des salariés en insertion font des visites à domicile, établissent des diagnostics sociotechniques, sensibilisent aux économies d'énergie, réalisent de petits travaux de confort thermique et orientent au besoin les ménages vers d'autres dispositifs d'aide. ■

+ Plus d'infos sur : bit.ly/Ulisse38energie

ÉCO-CONSTRUCTION

LOGEMENTS SOCIAUX ÉCOLOS

En collaboration avec la Foncière Chênelet, membre du réseau Caritas France, le groupe Chênelet construit des logements sociaux écologiques en milieu rural. Ils sont conçus selon la formule "ossature bois, isolation botte de paille + BTC (brique de terre compressée)". Les caissons de bois qui constituent les murs et la toiture sont fabriqués et remplis de paille en atelier. Les cloisons et planchers sont également préparés en atelier. Toutes ces pièces sont assemblées sur chantier très rapidement. La performance écologique est au rendez-vous. ■

+ Plus d'infos sur : fonciere-chenelet.org

RETOUR SUR...

LE PARI, POINT D'ENTRÉE POUR LES MIGRANTS À DAKAR

Chaque année, des milliers de personnes migrantes en provenance du continent africain arrivent au Sénégal, pays de transit ou de destination. Le Pari (Point d'accueil pour les réfugiés et immigrés) de Caritas Dakar s'efforce de leur venir en aide. Depuis près de trente ans, l'ONG partenaire du Secours Catholique veille à faire respecter les droits des exilés à la santé, au travail et au loge-

ment. Caritas Dakar leur fournit des kits d'alimentation, des logements provisoires, des bons pour se faire soigner dans des dispensaires partenaires, et surtout les oriente pour trouver un travail. Cela passe par de la formation ou un coup de pouce pour un projet professionnel. « Notre but est qu'ils trouvent avant tout un travail eux-mêmes. Ainsi ils deviennent par la suite autonomes », explique Dominique Sène, directeur

de Caritas Dakar. Depuis quelques années, le Pari doit accompagner un nombre croissant de migrants, originaires de la zone sahélienne (Mali ou Burkina Faso, pays en crise) ou de la République démocratique du Congo. « Nous prenons le temps de l'écoute. Il faut savoir de quel pays ils viennent et pourquoi ils sont là, ajoute Dominique Sène, afin de mieux les intégrer si leur désir est de rester au Sénégal. » ■ C. L.-L.

FAUT-IL ALLOUER LE RSA **SOUS CONDITION** ?

CONTEXTE. La réforme du Revenu de solidarité active (RSA), incluse dans le projet de loi pour le plein emploi introduit au Parlement en juillet, et expérimentée dans une dizaine de départements, soumet les personnes allocataires à de nouvelles obligations, dont celle de s'inscrire comme demandeur d'emploi. Elle durcit également le régime de sanctions.



THIBAUT GUILLUY

HAUT-COMMISSAIRE À L'EMPLOI
ET À L'ENGAGEMENT DES ENTREPRISES

DANIEL VERGER

RESPONSABLE ACCÈS DIGNE AUX REVENUS-TRAVAIL
ET PRESTATIONS SOCIALES, SECOURS CATHOLIQUE

Daniel Verger: Le Secours Catholique est favorable à un revenu socle de type RSA, incompressible et avec un montant que nous estimons devoir être amélioré, car nous pensons que ce revenu doit permettre de ne pas être dans une situation de grande pauvreté. Or ce n'est pas le cas avec le niveau actuel du RSA, qui plus est dans cette période d'inflation. Nous sommes aussi pour un droit à l'accompagnement effectif, offert à tous, personnalisé, qui permette de créer une vraie confiance entre le référent et la personne accompagnée. En d'autres termes, il s'agit d'être dans la co-construction plutôt que

d'imposer la signature d'un contrat d'engagement comme condition préalable pour toucher le RSA. Nous considérons que fondamentalement, personne n'est inemployable. Le droit à un emploi doit pouvoir être visé par notre société. Ce ne sont pas seulement les personnes qui doivent s'adapter aux emplois existants, c'est aussi l'emploi qui doit s'adapter aux personnes, dans la lignée de l'expérimentation "Territoires zéro chômeur de longue durée" dont nous sommes l'une des parties prenantes depuis sa création. Cette expérience montre que, lorsque des acteurs locaux se mobilisent, on peut arriver à créer de

nouveaux emplois à partir des personnes, des emplois utiles à la société. Tout cela permet de renforcer le fait que les personnes se sentent reconnues et respectées dans leurs capacités.

Thibaut Guilluy: Personne n'est inemployable. Je vous rejoins là-dessus. "Territoires zéro chômeur" est un laboratoire intéressant. Mais il concerne quelques milliers de personnes, alors que notre objectif est d'accompagner réellement 2 millions de personnes en difficulté au niveau du travail. Notre leitmotiv est que tout le »

DÉBATTRE



CHRISTOPHE HARGOUÏES / SCOF

“

Priver une personne de toute ressource dans une société riche comme la nôtre nous semble indigne de notre devoir de solidarité.

”

DANIEL VERGER

“

Le sujet n'est pas la sanction mais la responsabilité. Il ne peut pas y avoir de droit sans devoir.

THIBAUT GUILLUY

”

» monde doit pouvoir retrouver son autonomie et sa dignité par le travail. Il faut pouvoir personnaliser l'accompagnement. Ce droit à l'accompagnement existe déjà dans les textes mais n'est resté que théorique. En pratique, il n'y a en moyenne que trois contacts par an entre le référent et la personne accompagnée. Quand on a un conseiller en face de soi qui a 150 à 200 personnes à suivre, ce n'est pas un accompagnement. D'ailleurs, sept ans après l'entrée au RSA, seules 11 % des personnes retrouvent un emploi durable. Derrière le constat d'un échec collectif, il y a la question des moyens mis dans l'accompagnement : nous proposons de créer les conditions pour donner un vrai droit à l'accompagnement, avec : un référent unique qui a du temps à passer avec chaque personne. C'est l'esprit du contrat d'engage-

ment jeune que nous avons mis en place, où un conseiller accompagne tout au plus 30 jeunes, cela donne le temps à une relation individualisée, des points quasi hebdomadaires et la programmation d'un plan d'action.

D.V. : S'il y a un endroit où on doit faire un "choc de confiance", c'est bien dans l'accompagnement et la relation avec les plus marginalisés. D'abord parce que pour beaucoup d'entre eux, le simple fait d'être en relation avec une administration n'est pas du tout évident. Pour nous, un enjeu majeur est de savoir comment construire cette confiance et comment la faire durer. L'une des clés est de faire confiance aux personnes. Pour cela, il faut déconnecter l'aspect accompagnement de l'aspect sanction, la sanction ne devant s'appliquer qu'en cas de fraude avérée.

T.G. : Le sujet n'est pas la sanction mais la responsabilité. Dans toute relation sociale, il y a des engagements réciproques. Si ces engagements ne sont pas tenus, si on ne réagit pas, voici le message qu'on envoie à la personne : qu'elle fasse quelque chose ou ne le fasse pas, c'est la même chose. Agir ainsi serait de l'indifférence. Ce que je ne partage pas avec vous, c'est le fait qu'il n'y ait pas de réactions face à un engagement qui n'est pas tenu. Ça pose un problème. Bien sûr, la réaction ne doit pas être systématique et il doit toujours y avoir la possibilité d'un recours. Que doit-il se passer, selon vous, dans une relation d'accompagnement où la personne ne tient aucun de ses engagements ?

D.V. : La notion de contrat est positive. C'est marquer sur papier un dialogue qui s'effectue. Mais le de-

voir de solidarité doit primer. On ne peut pas laisser des personnes dans la pleine misère car alors elles s'enfoncent dans une montagne de problèmes. D'ailleurs, il y a un consensus dans la société pour estimer que personne ne doit vivre dans la misère en France. La suppression ou même la suspension durant quelques mois du RSA n'est pas une solution. Priver une personne de toute ressource dans une société riche comme la nôtre nous semble indigne de notre devoir de solidarité.

Quand on est dans une difficulté de dialogue, ce qui peut arriver, il faut rétablir celui-ci. C'est pour cela qu'il est important d'aller vers les personnes qui se sont éloignées de la protection sociale et qui ont peur, ou qui ont des préjugés vis-à-vis de l'administration. Notre expérience, c'est que ça marche. Et c'est ce qu'attendent les personnes.

T.G. : Ça marche pour une, deux, trois, 50 personnes, mais on a 1,9 million de bénéficiaires du RSA. Il ne peut pas y avoir de droit sans devoir. L'autre point que vous avez évoqué et que je partage avec vous est l'accompagnement des entreprises. Cette logique de responsabilité et d'engagement réciproque ne doit pas peser seulement sur la personne en difficulté. Par définition, elle pèse d'abord sur la société et les acteurs qui mettent en œuvre l'accompagnement – Pôle emploi, les missions locales, les associations. On a tendance à faire payer les lacunes du système ou des acteurs à ceux qu'on est censé servir. Nous devons mieux accompagner les entreprises, surtout les petites et moyennes entreprises, car sept recrutements sur dix se font dans des TPE et des PME. Dans cette

logique de plein emploi, accompagner les entreprises dans leurs recrutements est un vrai sujet. Cela veut dire pour elles s'ouvrir à la diversité des talents, être plus inclusives. Les phénomènes de stigmatisation et les stéréotypes sont encore trop nombreux sur le marché du travail. De la même manière qu'il y a la notion d'employabilité des personnes, il doit y avoir celle d'"employeurabilité". Il ne suffit pas que les personnes arrivent à la porte de l'entreprise, il faut aussi que les entreprises apprennent à ouvrir leur porte.

D.V. : Pour nous, le fait de choisir la confiance et de partir des capacités des personnes conduit aussi à reconnaître les activités non rémunérées et leur utilité à la société, comme l'activité des personnes aidantes, le travail associatif ou de voisinage, l'accompagnement familial... Les travailleurs précaires – auto-entrepreneurs, agriculteurs, etc. – qui n'ont pas assez pour vivre, doivent aussi être mieux reconnus. La contrainte des 15 à 20 heures d'activité évoquée dans l'expérimentation actuelle de la réforme constitue un problème, d'autant plus que les personnes sont déjà très actives.

T.G. : Si vous regardez le projet de loi que nous avons déposé, on ne rend pas obligatoires 15 à 20 heures d'activité. Il s'agit d'un objectif pour ramener pas à pas les bénéficiaires du RSA sur le chemin de l'emploi. Ces activités sont adaptées à chaque cas et iront de passer son permis, trouver un mode de garde ou un logement à des immersions en entreprises. Elles pourront aussi prendre en compte un certain nombre d'activités que vous avez

évoquées dans les associations, de l'auto-entrepreneuriat, etc.

On aura réussi France Travail si, dans quatre ou cinq ans, toutes les personnes sans emploi sont connues et bénéficient d'un accompagnement adapté à leurs besoins, à leur situation et à leurs objectifs. C'est la condition pour réussir notre objectif de plein emploi qui permettra aux personnes les plus éloignées de l'emploi de retrouver une dignité par le travail. C'est ce que notre devoir de solidarité devrait nous imposer et qui avait été l'intention du RMI au moment de sa création, en 1988. Mais nous n'avons jusque-là pas été au rendez-vous.

Pour bien accompagner les personnes, compte tenu de la diversité des territoires, des personnes et des besoins, l'État et les différents niveaux de collectivités – politiques de l'emploi, de la formation, du logement, de la santé – doivent apprendre à jouer collectif. On a la chance de vivre dans un pays où le nombre d'acteurs privés, publics et associatifs qui œuvrent pour accompagner les personnes dans leurs efforts pour retrouver une dignité ou un emploi est élevé. Nous devons apprendre à mieux nous coordonner. Ce qui suppose un minimum de règles de jeu.

D.V. : On aura progressé si on réussit à sécuriser les personnes dans leur revenu et dans leurs activités, qu'elles soient dans l'emploi ou hors emploi. C'est l'une de leurs demandes fortes. Et si les agents et les personnes accompagnées ont le temps et les moyens de co-construire une relation de confiance et un parcours. ■

**Propos recueillis
par Djamila Ould Khettab**

ENQUÊTE

L'AGRICULTURE SAHÉLIENNE AU DÉFI DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

PAR **BENJAMIN SÈZE**

Depuis 20 ans, l'Afrique de l'Ouest est confrontée à des pluies de plus en plus irrégulières et des événements climatiques extrêmes, comme les tempêtes ou les sécheresses, de plus en plus fréquents. Cette réalité, qui s'ajoute à celle de l'augmentation continue des températures, a des conséquences désastreuses pour les paysans. Dans des pays où l'agriculture représente souvent plus de 60 % de l'activité économique, les répercussions socio-économiques sont multiples. Des acteurs de la société civile, dont les partenaires du Secours Catholique, cherchent des solutions pour permettre aux populations locales de s'adapter au réchauffement et aux variations climatiques. Parmi leurs principaux chantiers, la gestion de l'eau et le développement de pratiques agricoles plus durables. Mais le soutien politique n'est pas à la hauteur des enjeux.

COMPRENDRE





CHRISTOPHE HARGOUES / SCOF

▲ Au centre du Bénin, Yadema Sanga, cultivateur, dans son champ de goussi.

Dans son champ baigné par une lumière de fin de journée, Yadema Sanga enjambe ses plants de goussi, une courge que l'on appelle aussi sésame. Au sol, au lieu d'un épais tapis verdoyant, de longues tiges, cramées par le soleil, s'incrument dans la terre sèche, comme fossilisées. L'agriculteur béninois se penche pour ramasser une courge qu'il présente, l'air consterné. Le légume atteint à peine la taille d'une orange alors qu'en ce mois de juin, il devrait atteindre celle d'une pastèque. « Depuis que j'ai semé, en mars, il n'a plu qu'occasionnellement », explique-t-il. Et la vraie saison des pluies, qui devait débiter au mois de mai dans cette région du centre du Bénin, est en retard de plusieurs semaines. Si tout s'était passé normalement, avec ce demi-hectare de goussi – « une plante qui n'a pas besoin de beaucoup d'eau », précise-t-il – le cultivateur aurait pu gagner 100 000 francs CFA. Mais dans ces conditions, il ne sait même pas

s'il va réussir à en tirer 30 000. Sur les parcelles voisines, le constat n'est guère meilleur. Dans le champ d'ignames planté en janvier, les monticules de terre qui s'alignent à perte de vue devraient être recouverts de larges feuilles. Quant au maïs, semé depuis une semaine, il n'est toujours pas sorti de terre.

Marchant aux côtés de Yadema, Saliou Canana, agriculteur lui aussi, relate les difficultés qu'il a rencontrées l'an dernier. « Après une première pluie, j'avais semé mon soja le 10 juin. Mais cinq jours plus tard, il a plu tellement que mes graines ont été noyées et ont pourri. » Alors Saliou a ressemé. Mais cette fois, la pluie s'est fait attendre et les semences ont grillé. Le 2 juillet, pour essayer de sauver sa saison, il a semé une troisième fois. « Il a plu, ça a germé, c'était bien parti », se souvient-il. Mais il était déjà trop tard. La période pluvieuse a pris fin au cours du mois de septembre avant que son soja soit arrivé à maturité.

À l'image de Yadema Sanga et Saliou Canana, tous les producteurs du village de Saya se disent déçus par cette pluie qui ne vient pas à temps et qui, lorsqu'elle vient, tombe de façon trop abondante et ne dure pas.

Des pluies irrégulières

Ce constat est loin d'être limité au centre du Bénin. On le rencontre dans toute la région sahélienne et même au delà. Les partenaires sénégalais, togolais, béninois, burkinabè, maliens et nigériens du Secours Catholique ont pu échanger à ce sujet lors d'une réunion tenue à Lomé (Togo), à la mi-juin, dans le cadre du Programme agro-écologie Sahel (PAES). Partout le même phénomène s'observe, à des degrés variables et avec des conséquences diverses selon les territoires. À Kaolack, dans le centre-ouest du Sénégal, « nous sommes passés ces dernières années de quatre mois d'hivernage (période pluvieuse dans les pays tropicaux, Ndlr) à trois mois. Et il y a deux ans, les pluies qui permettaient de semer le maïs sont arrivées seulement au mois d'août, c'est-à-dire avec deux mois de retard par rapport à il y a trente ans », rapporte ainsi Marie-Claver NGom, chargée du programme Agroécologie à Caritas Kaolack.



RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET VARIATION DES PLUIES AU SAHEL

Dans la région des savanes, au nord du Togo, « *la référence, quand j'étais enfant, c'était la fête de l'Indépendance, le 27 avril* », explique Frère Jules Tone, directeur de Caritas Togo, âgé de 41 ans. « *C'est à ce moment qu'arrivait la première pluie, celle qui marque le début des labours où on mettait en place des cultures pour trois mois, comme le mil. On parlait d'ailleurs de "pluie de l'indépendance".* » Aujourd'hui, il faut attendre fin mai-début juin pour voir tomber les premières gouttes. Martin Adjaho, de Caritas Togo, souligne surtout un problème de répartition de la pluviométrie : « *Auparavant, durant les saisons pluvieuses, il pleuvait deux fois dans la semaine, parfois trois. Aujourd'hui, il peut pleuvoir deux jours d'affilée, puis plus du tout pendant une à deux semaines,*



CE QUI EST IMPORTANT, C'EST QUE L'EAU TOMBE DANS LES BONNES PROPORTIONS ET AU BON MOMENT



et à nouveau trois jours de pluie consécutifs. Les producteurs n'arrivent plus à s'y retrouver. » Quand on cumule la quantité d'eau tombée sur une année, « *on a l'impression qu'il n'y a pas de grand changement*, poursuit-il. *Mais le problème, c'est le nombre de jours où il pleut qui, lui, diminue.* » Pour les agriculteurs, ce n'est pas tant la quantité d'eau qui est importante, que « *le fait qu'elle tombe dans les bonnes proportions et au bon moment* », précise Jean-Emmanuel Paturel, hydrologue modélisateur de l'Institut de recherche pour le développement (IRD), spécialiste de l'Afrique de l'Ouest. Car lorsqu'elle s'avère trop irrégulière et brutale, la pluie est un cadeau empoisonné pour les cultivateurs. Au lieu de pénétrer dans la terre, elle noie les cultures et dégrade le sol, contribuant à son érosion. Et cela d'autant plus que depuis quelques années, cette pluie s'accompagne de plus en plus souvent de vents violents qui balayent le sol en emportant les graines tout juste semées, et peuvent casser les jeunes plants encore fragiles. >>>

Après deux décennies très pluvieuses (1950-1960), la pluviométrie en Afrique de l'Ouest a brusquement chuté dans les années 1970-1980, « *tant en termes de volume d'eau que de nombre de jours de pluie* », explique Jean-Emmanuel Paturel, chercheur spécialiste de la pluviométrie à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), qui précise : « *Nous sommes descendus à cette époque en dessous de la moyenne du siècle.* » Lors de la décennie suivante, le volume d'eau tombé annuellement est remonté, mais pas le nombre de jours de pluie. Cela se traduit par des précipitations plus irrégulières et intenses. « *On constate également un démarrage des pluies de plus en plus tardif, mais c'est difficile à évaluer pour donner véritablement une tendance, car on manque de données sur le terrain* », explique Benjamin Sultan, climatologue spécialiste de l'Afrique de l'Ouest à l'IRD. Depuis le début des années 2000, les scientifiques observent une variabilité climatique plus accrue, avec une alternance de plus en plus fréquente entre épisodes pluvieux et périodes sèches. « *Alors qu'auparavant les années déficitaires se répétaient avant d'être suivies par plusieurs années excédentaires. Désormais, l'alternance peut s'opérer d'une année sur l'autre. Et lors d'une année pluvieuse, on peut soudainement être confronté à une poche de sécheresse au sein de la saison des pluies* », détaille Jean-Emmanuel Paturel. On constate également une multiplication des événements extrêmes. Le nombre de tempêtes, par exemple, a été multiplié par trois par rapport aux années 1970-80. On n'arrive pas aujourd'hui à expliquer précisément le retard des pluies ni leur irrégularité, indique Benjamin Sultan. On sait en revanche que le réchauffement climatique, lié à la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, joue un rôle non négligeable dans l'intensité des pluies. Pour deux raisons. D'une part, observe-t-il, « *plus il fait chaud, plus l'air peut contenir d'humidité, donc lorsqu'il se met à pleuvoir, il tombe une plus grande quantité d'eau* ». D'autre part, poursuit le climatologue, « *un continent se réchauffe plus vite qu'un océan car ils n'ont pas la même inertie thermique. Et lorsqu'un vent chargé d'humidité arrive sur un continent très chaud, une mousson est plus susceptible de se déclencher* ». ■



CHRISTOPHE L'ARCOULES / ASOCF

▲ Les retenues d'eau, comme ici au centre du Bénin, permettent aux agriculteurs de cultiver en dehors de la saison des pluies.

» Le réchauffement climatique

Ces phénomènes climatiques sont observés scientifiquement, même si l'on ne sait pas toujours les expliquer ni les dater (lire encadré ci-contre), souvent par manque de données disponibles. Ce que l'on constate depuis le début des années 2000, « *c'est une forte augmentation de la variabilité de la pluviométrie* », explique Jean-Emmanuel Paturel. Tempêtes, grandes sécheresses... Les événements extrêmes sont devenus également plus fréquents ces vingt dernières années. Tous ces aléas ne sont pas forcément liés au réchauffement climatique, précise Benjamin Sultan, climatologue, spécialiste de l'Afrique de l'Ouest à l'IRD. Néanmoins celui-ci contribue à accentuer leur fréquence et leur intensité. « *Il accroît la probabilité d'événements extrêmes* », explique-t-il. Par ailleurs, l'augmentation des températures constatée sur le continent africain a des répercussions directes sur l'agriculture. « *Elle*

altère la croissance de certains végétaux ; elle augmente le phénomène d'évaporation, ce qui a pour conséquences de réduire les réserves

en eau disponibles et d'assécher le sol qui va être moins perméable à la pluie ; elle accentue la pénibilité du travail paysan... », énumère Benjamin Sultan. Elle favorise aussi la prolifération des insectes qui attaquent les cultures,



LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ACCROÎT LA PROBABILITÉ D'ÉVÉNEMENTS EXTRÊMES



observe Moussa Traoré, chargé de projet Sécurité alimentaire et agroécologie à Caritas Bamako. « *La hausse des températures accélère l'éclosion des oeufs de certaines espèces.* »

Pertes de rendement, dégradation des sols liée à l'érosion, raréfaction des ressources hydriques du fait de l'évaporation et de l'ensablement du lit des cours d'eau, réduction des surfaces cultivables face à l'avancée de la désertification, disparition d'espèces sauvages animales et végétales impactant la chasse et la cueillette... Le réchauffement et les variations climatiques affectent gravement l'activité des

paysans sahéliens. Ces phénomènes, ne sont pas les seuls responsables des maux subis par ces populations, nuancent les spécialistes. La pression foncière qui s'exerce sur les terres arables s'explique aussi par l'urbanisation, la concurrence des industries extractives et la forte croissance démographique que connaît la région. L'appauvrissement des sols est également dû à des pratiques agricoles non durables, notamment à l'utilisation d'intrants chimiques. Cependant, s'il n'est pas la cause de tous les problèmes, le facteur climatique les amplifie.



CHRISTOPHE HARGOUËS / SCDF

Pauvreté et migration

Dans des pays où l'agriculture représente souvent plus de 60 % de l'activité économique, cette situation est préoccupante. Outre l'insécurité alimentaire qu'elle génère, la baisse des rendements agricoles appauvrit les familles avec de multiples conséquences. Ali-Jean Coubeou, agriculteur béninois âgé de 57 ans, raconte ainsi ne pas avoir pu se soigner durant quatre ans, malgré une hépatite B chronique et de régulières crises de paludisme. De même, poursuit-il, « quand les récoltes ne sont pas bonnes, on n'envoie plus les enfants à l'école.

Les frais d'inscription, les fournitures et l'uniforme coûtent trop cher. » La déscolarisation peut durer plusieurs années ou s'avérer définitive. Une autre solution imaginée est la migration, qui perturbe les équilibres sociaux et familiaux. « Depuis cinq ans, de plus en plus de nos jeunes partent au Nigeria où ils sont employés dans les champs ou dans la coupe de bois pour le charbon », relate un habitant du village de Lama, au Bénin, non loin de la frontière nigérienne. « Là-bas, ils se droguent pour tenir et reviennent ici toxicomanes et délinquants. Ils créent de l'insé-

▲ **La raréfaction des terres exploitables et de l'eau au Sahel est source de tensions entre cultivateurs et éleveurs.**

FOCUS

>>>

UN PROGRAMME MONDIAL POUR PROMOUVOIR UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE

En 2021, le Secours Catholique a signé avec l'Agence française de développement une convention de partenariat annuel pour quatre ans, avec un même but : réduire les inégalités en protégeant l'environnement. À travers une collaboration avec 23 partenaires dans 18 pays ce sont 170 000 hommes et femmes qui sont soutenus pour un budget total de plus de 12 millions d'euros. « Aujourd'hui, notre mode de développement génère des dégradations environnemen-

tales mais aussi l'aggravation des inégalités sociales. Dans tous les cas, les populations les plus pauvres sont les premières victimes. Alors, pour répondre aux défis des changements climatiques mais aussi de la pauvreté, il faut œuvrer pour une transformation sociale et environnementale », analyse Benoît-Xavier Lardon, directeur de l'Action et du plaidoyer international au Secours Catholique. La convention signée entre l'association et l'AFD va soutenir des expérimentations locales,

comme des projets d'agroécologie, de défense des droits fonciers ou de soutien des villes durables. Toutes ces initiatives vont partir des communautés et du savoir-faire des populations, afin d'en tirer une vision commune de la transition écologique juste. Cette vision pourra aboutir à un plaidoyer global grâce à la collaboration établie avec deux partenaires de recherche, en vue d'amener des changements systémiques et structurels. ■

Cécile Leclerc-Laurent

COMPRENDRE

» rité au village. » Au Niger, « après la campagne agricole, il faut aller chercher l'argent ailleurs », explique Moussa Sawa, responsable des programmes Appui au développement à Caritas Maradi, dans le sud du pays. « Alors certains maris partent en ville ou à l'étranger, parfois en Europe. Cela fragilise les liens familiaux. Il y a beaucoup de divorces, de femmes qui se retrouvent démunies. Il manque des bras pour le travail aux champs et si la personne qui est partie ne peut pas envoyer d'argent, c'est toute la famille qui s'appauvrit. »

Dans certaines zones du Sahel, la difficulté croissante, voire l'impossibilité de poursuivre une activité agricole ou pastorale contraint des communautés entières à se déplacer vers des régions plus favorables, nourrissant de plus en plus souvent de violents conflits autour de l'utilisation des terres et des ressources naturelles.

Face à ces enjeux socio-économiques et de sécurité, nombre d'acteurs, dont les partenaires du Secours Catholique, réfléchissent et agissent au

niveau local pour aider les populations à s'adapter aux effets du changement climatique. Leur but : lutter contre la pauvreté des familles et leur permettre de continuer à vivre sur leur territoire. Parmi les chantiers essentiels, la maîtrise de l'eau. Au centre du Bénin, Caritas Parakou a ainsi financé l'édification de plusieurs mini-barrages

afin de former des retenues d'eau. Dans le village de Yébessi, le bassin créé en 2013, qui occupe 5 hectares lorsqu'il est plein, a permis de développer des cultures de contre-saison – c'est-à-dire en dehors des mois pluvieux –, sur-

tout du maraîchage. « On le faisait par le passé, mais comme l'eau est devenue de plus en plus rare, qu'il fallait aller la chercher en creusant des trous de plus en plus éloignés, on avait arrêté », raconte Myriam Bamisso, une agricultrice âgée de 53 ans. Ces cultures maraîchères permettent aux paysans de produire presque tout au long de l'année pour se nourrir eux-mêmes et pour vendre, palliant ainsi les éventuels déficits de leurs cultures céréalières. La retenue d'eau, vaste abreuvoir pour les troupeaux, a permis également de diminuer les conflits récurrents entre agriculteurs locaux et éleveurs en transhumance dont les bêtes piétinaient les champs à la recherche de marigots.

LA MIGRATION PERTURBE LES ÉQUILIBRES SOCIAUX ET FAMILIAUX

Agroécologie

Les autres pistes privilégiées sont l'utilisation de semences au cycle plus court afin de s'adapter au raccourcissement de la saison des pluies, et la promotion d'une agriculture plus résiliente, selon le modèle agroécologique. Le principe de ce dernier : remplacer les intrants chimiques par des procédés naturels comme l'utilisation du compost ou des déjections animales, de diversifier les cultures et d'opérer des rotations sur les parcelles, d'associer différentes cultures en tenant compte des propriétés de chacune afin d'obtenir des résultats améliorés, de conserver des arbres dans les champs et de planter des haies... Autant de pratiques qui visent à lutter contre l'érosion et à maintenir des



CHRISTOPHE HARGOUËS / SCOF

► Le maraîchage, culture de contre-saison, permet aux paysans de poursuivre une activité agricole presque toute l'année.



CHRISTOPHE HALLIGUES / SAGF

sols riches en matière organique et humides malgré la chaleur, le vent et des pluies qui se raréfient ou tombent de manière trop brutale. Il s'agit aussi de sortir les agriculteurs de leur dépendance à l'industrie agrochimique. « *S'ils peuvent favoriser le rendement sur une récolte en accélérant le développement de la plante, les intrants chimiques dégradent le sol, diminuent ainsi sa fertilité et favorisent son érosion* », explique Ibrahim Coulibaly, président du Réseau des organisations paysannes et de producteurs d'Afrique de l'Ouest (Roppa). « *Par ailleurs, ils coûtent cher aux paysans et ne garantissent pas la pluie. Ainsi, s'il ne pleut pas comme il faut, le producteur aura non seulement une mauvaise récolte, mais en plus il aura appauvri sa terre et se sera endetté.* » À l'instar d'Ibrahim Coulibaly et de nombreux autres acteurs, Thierry Desvaux, agriculteur dans l'Yonne et membre de l'association "Agriculteurs français et développement international" qui soutient l'agriculture familiale dans les pays du Sud, est persuadé de la pertinence du modèle agroécologique dans les pays du Sahel. « *Il existe déjà dans ces pays beaucoup de pratiques traditionnelles qui vont en ce sens* », explique ce spécialiste de la régénération des sols. « *Comme leur sol contient très peu de matière organique, ils ont toujours été obligés de enrichir. Par ailleurs, dès qu'il fait chaud et humide, avec un peu d'eau la végétation pousse vite, ce*

qui permet d'avoir rapidement de la biomasse qui protège et nourrit le sol. »

Une agriculture plus résiliente est donc possible, mais son développement rencontre plusieurs freins, notamment psychologiques et politiques. « *Beaucoup de paysans qui utilisent les intrants chimiques ne savent pas qu'ils abîment leur capital. Pour eux c'est le progrès, c'est la solution*, regrette Ibrahim Coulibaly. *Il y a un besoin de sensibilisation et de formation. Des organisations paysannes comme le Roppa s'y emploient, mais ce sont les États qui devraient le faire.* » Dans certains pays d'Afrique de l'Ouest, des programmes gouvernementaux incluent la question du changement climatique et d'une agriculture plus verte, des fonds y sont dédiés, mais l'effet de ces politiques sur le terrain est le plus souvent anecdotique, selon les partenaires locaux du Secours Catholique. Et la dynamique majoritaire reste le soutien à l'agro-industrie pour développer les cultures de rente, comme l'arachide ou le coton, destinées à l'export (lire aussi p. 24). Au niveau international, un chiffre est éloquent : la part des fonds climat reçue par les petits exploitants agricoles des pays en développement s'élevait en 2020 à... 1,7 %¹. ■

▲ **L'utilisation des engrais chimiques est souvent promue par les États sahéniens pour les cultures de rente, comme ici au Bénin dans un champ de coton.**

¹ Rapport publié en novembre 2020 par le Fonds international de développement agricole des Nations unies (Fida) et Climate Policy Initiative (CPI).

L'ENTRETIEN

« ON A L'EAU ET LES RESSOURCES, TOUT EST UNE QUESTION DE VOLONTÉ POLITIQUE »

Face aux variations climatiques observées au Sahel ces dernières décennies, l'avènement d'un système agro-alimentaire plus résilient semble indispensable. Pour Mamadou Goïta, directeur exécutif de l'Institut de recherche et de promotion des alternatives en développement (Irpada), basé à Bamako, de nombreux choix politiques, au niveau national comme international, sont à revoir.

PROPOS RECUEILLIS PAR **BENJAMIN SÈZE**

PARCOURS

- ▶ Mamadou Goïta est un ingénieur et socio-économiste malien du développement.
- ▶ Il a été secrétaire exécutif du Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (Roppa).
- ▶ En 2013, il a travaillé, au sein du Groupe d'experts de haut niveau du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

Benjamin Sèze : Au Sahel, les partenaires du Secours Catholique qui travaillent sur la transition agroécologique constatent qu'il existe souvent, dans leur pays, des programmes gouvernementaux incluant la question du changement climatique et d'une agriculture plus verte, ainsi que des fonds spécifiques... Mais ils n'en voient pas la traduction sur le terrain. Comment l'expliquer ?

Mamadou Goïta : C'est la combinaison d'un ensemble de facteurs. Au Sahel, les grandes sécheresses à partir des années 1970 ont drainé au début énormément de ressources de la part de la communauté internationale pour faire face au changement climatique. Des engagements ont été pris. Les projets n'étaient pas forcément adaptés aux besoins, mais les ressources étaient importantes. Le problème est que beaucoup de dirigeants ont utilisé cet argent pour s'enrichir personnellement, en plaçant même une partie sur des comptes bancaires privés à l'étranger. Dans d'autres cas, les ressources annoncées ne sont jamais venues. La communauté internationale a pris beaucoup d'engagements et a passé un temps considérable

avec les institutions financières internationales à faire des études de faisabilité de projets d'envergure qui auraient pu aider à prévenir ou contrer les effets des changements climatiques. Mais ces projets n'ont jamais eu le financement adéquat. Soit les montants étaient trop faibles face aux besoins réels, soit les conditions pour que ces aides soient débloquées étaient trop compliquées à remplir car déconnectées de la réalité de nos pays. Par exemple, pour un projet prévu dans une zone pastorale, demander à un éleveur qui passe tout son temps dans la nature avec ses animaux de fournir un reçu avant que le moindre franc CFA soit décaissé... ce n'est pas réaliste.

Dans d'autres cas encore, les financements prévus pour des projets n'ont jamais eu d'effets concrets



KANIER SCHWEEBEL / SCDF



dans les exploitations agricoles familiales ou dans les zones pastorales, car tout l'argent a été dépensé dans les grands centres urbains pour mettre en place les structures censées mener les projets, pour organiser des rencontres à n'en plus finir... Et à la fin, il n'y avait plus d'argent pour les actions elles-mêmes.

Enfin, des ressources qui devaient être investies dans des retenues d'eau, dans des buttes anti-érosion, dans l'élaboration de micro-barrages, dans la collecte des eaux de pluie ou dans l'agroforesterie, qui sont aujourd'hui des impératifs, ont été utilisées pour construire des infrastructures beaucoup plus visibles mais sans aucun effet pour la grande majorité de la population. Je pense, ici, à de gros barrages qui ont été bâtis mais dont on savait

déjà que les conditions climatiques dans nos pays ne permettraient pas de les alimenter.

Il y a donc à la fois un problème de gouvernance, des annonces de financements internationaux qui ne se sont pas concrétisées et une uti-



LA TEMPORALITÉ DES PROJETS FINANCÉS PAR LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES POSE PROBLÈME



lisation inadéquate des ressources. À cela s'ajoute une autre question de fond : celle de la temporalité des projets financés par les organisations internationales. La

plupart des projets qu'on mène au niveau du Sahel sont des projets de deux ans, trois ans... au maximum cinq ans. Or rien que les questions administratives vont prendre un an, le temps que le projet s'installe, avec le recrutement du personnel et tout le reste... Et la dernière année est presque une année perdue parce que tous les agents recrutés vont chercher un autre emploi pour la suite. Donc en un, deux ou trois ans maximum, on voudrait obtenir des changements durables, mais ce n'est pas possible. Parce que le changement climatique est un phénomène multidimensionnel, économique et environnemental autant que politique et social. Et si l'on veut que les gens, par exemple, ne coupent plus le bois pour faire du charbon, et qu'ils essaient »

COMPRENDRE

» des sources d'énergie alternatives, qu'ils changent leur modèle d'élevage pour que les ressources naturelles et agricoles ne soient pas dilapidées par un trop grand nombre de troupeaux... Ce sont des transformations qui prennent du temps, qui nécessitent des projets à moyen et long terme pour obtenir des résultats. Les études de faisabilité des projets s'appesantissent trop souvent sur les aspects techniques, et la prise en compte d'aspects plus sociologiques n'est jamais à la hauteur des enjeux.

B.S. : Certains partenaires du Secours Catholique observent que dans leur pays, malgré une volonté politique affichée de promouvoir une agriculture plus résiliente face aux effets du changement climatique, la dynamique qui domine reste celle du soutien à l'agro-industrie. Pourquoi ?

M.G. : Cela a toujours été le grand paradoxe. Les choix de modèles de production. Parce qu'au moment où nous nous battons pour aider à trouver des mesures d'adaptation aux effets du changement climatique, le modèle de la Révolution verte a surgi. En Afrique, les États sahéliens ont été les premières victimes de ces orientations dans les années 1980, avec les plans d'ajustement structurel établis sous la conduite des institutions financières internationales. Depuis leur indépendance, des pays comme le Mali ou le Niger menaient des politiques de souveraineté, d'autosuffisance alimentaire. Tous les villages maliens avaient au moins un moniteur d'agriculture, d'élevage ou de pêche pour conseiller les paysans. Avec les plans d'ajustement structurel, on nous a fait croire que l'État ne pouvait plus jouer ce rôle,

qu'il fallait s'orienter vers le marché mondial. Même les écoles de formation agricole ont été fermées. Le concept de la sécurité alimentaire est venu supplanter notre débat sur la souveraineté et l'autosuffisance alimentaire. Au nom de la sécurité alimentaire, on a mis l'accent d'une part sur l'aide alimentaire

“ LES CULTURES COMMERCIALES ONT DÉSTABILISÉ LA PRODUCTION PAYSANNE ”

internationale, avec des produits souvent inadaptés aux habitudes alimentaires locales, et d'autre part sur l'agriculture industrielle, avec l'utilisation des intrants chimiques et des OGM. L'ancien président du Mali, Amadou Toumani Touré, m'a raconté : « *Chaque fois, des entreprises internationales venaient pour me dire : "Si vous ne voulez pas faire mourir votre population, il faut que vous vous engagiez."* » On a fait croire aux gens que sans cela, ils ne pourraient pas produire suffisamment pour nourrir leur famille, et que ça pourrait augmenter de 20-30 % leurs rendements. Sans leur dire que non seulement ça détruit les écosystèmes – l'eau, l'air et la terre – mais aussi que ça ruine l'économie rurale en rendant les paysans dépendants de ces intrants et semences qu'ils sont obligés d'acheter à l'extérieur, dont ils ne maîtrisent pas les effets à moyen et long terme et qui leur coûtent cher. Ces innovations technologiques, ce n'était pas pour permettre aux gens de produire : c'était pour transformer leur système de

production en vue de les pousser vers le marché international.

B.S. : Les partenaires du Secours Catholique au Sahel disent qu'aujourd'hui l'utilisation des intrants chimiques n'est plus promue par les gouvernements pour les cultures vivrières, mais pour les "cultures de rente" gérées par les États et destinées à l'export.

M.G. : Ces cultures commerciales ont été favorisées dans le cadre des plans d'ajustement structurel. Il fallait aller vers la création de richesse pour soutenir le développement des pays. Le Mali a ainsi été poussé vers la production de coton. Et cela s'est fait au détriment des terres agricoles et avec un apport massif d'intrants chimiques. En Côte d'Ivoire, les productions de café et de cacao, encouragées au niveau international, ont fortement contribué à la déforestation. Le Sénégal a été lui aussi victime de cela avec la création d'une monoculture d'arachide. Alors qu'il n'y avait jamais eu de monoculture dans nos pays – nous étions dans des modèles d'agroforesterie et de polyculture – les cultures commerciales ont déstabilisé la production paysanne et transformé les systèmes alimentaires en poussant de nombreux producteurs à délaisser l'agriculture vivrière pour développer l'agriculture de rente. Du coup, pour se nourrir, ils doivent acheter des produits importés. On a ainsi créé des systèmes alimentaires non durables, et rendu les paysans dépendants d'un marché mondial de produits alimentaires pour leur consommation, mais aussi d'engrais, de pesticides... pour leur production.

Aujourd'hui, cette politique de cultures de rente reste la principale

politique agricole menée par beaucoup d'États sahéliens, car elle leur permet d'avoir des devises pour pouvoir fonctionner. Ils distribuent les semences avec l'engrais, ils subventionnent les intrants chimiques pour ces cultures, récupèrent votre production au tarif qu'ils ont eux-mêmes fixé puis exportent le produit *via* des intermédiaires et reçoivent l'argent. Tout cela est encouragé par la communauté internationale. Actuellement, avec la crise en Ukraine, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), d'autres institutions des Nations unies ou même des pays, de façon bilatérale, encouragent l'Afrique à produire du blé. Certains États africains, comme le Sénégal, sont prêts à se lancer. Mais est-ce que les pays ont de l'eau pour produire ce blé ? Est-ce qu'ils ont les conditions de traitement de ce blé, une agro-industrie capable au moins de satisfaire les besoins locaux en termes de consommation ? Cela risque de devenir comme le coton au Mali, qui ne transforme que 1,8 % de sa production et se retrouve obligé d'importer le fil, le coton hydrophile et même les serpillières.

B.S. : Quelle politique agricole devraient, selon vous, mener les États sahéliens ?

M.G. : Ils devraient mener une politique de souveraineté alimentaire selon le modèle agroécologique. C'est possible. Je suis moi-même producteur en agroécologie au Mali et je sais qu'on peut aller aujourd'hui dans des systèmes où les coûts de production en agroécologie sont moins élevés que ceux de la production conventionnelle et que c'est rentable. On a de l'eau, on a des ressources, tout est une question de volonté politique. Cela revient à investir dans la construction d'ouvrages de gestion

de l'eau, dans la formation des paysans aux pratiques agroécologiques, dans le financement de systèmes d'irrigation, d'unités de production de biomasse pour remplacer les engrais chimiques dans les champs ou le charbon de bois comme source d'énergie... Pour alléger la pénibilité du travail ou compenser le manque de main-d'oeuvre, on peut favoriser la mécanisation, mais une mécanisation maîtrisée. Vu la taille des exploitations, rien ne sert de vouloir équiper chaque paysan d'un tracteur, comme on le voit dans certains pays. Un tracteur peut être utile pour des coopératives, mais sinon il y a d'autres solutions plus adaptées comme le motoculteur ou une charrue et une paire de bœufs. Les États doivent aussi soutenir le développement d'un marché agroécologique et local, en sensibilisant la population à l'intérêt de consommer ces produits, en favorisant l'accès à des espaces de vente, en s'engageant à des achats

“ LES ÉTATS DEVRAIENT MENER UNE POLITIQUE DE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ”

institutionnels pour les écoles, les hôpitaux, les prisons, l'armée... Le Mali est le deuxième producteur de riz en Afrique de l'ouest après le Nigéria, et les militaires maliens mangent du riz importé de Thaïlande ou d'ailleurs !

B.S. : Des problèmes de débouchés commerciaux rémunérateurs pour les produits agroécologiques sont souvent évoqués par les producteurs. Est-ce que l'export peut aussi être une solution ?

M.G. : En misant sur l'export, on reproduit la logique mercantile et on oublie que cette production doit servir au système alimentaire du pays, notamment pour des questions de santé. Je considère qu'il n'est pas normal de priver sa population d'une nourriture saine pour en faire bénéficier d'autres. Je ne dis pas qu'il ne faut pas exporter, mais seulement le surplus. On peut aussi imaginer un marché à l'échelle régionale. Le Mali, le Burkina Faso, la Guinée... nous avons presque les mêmes habitudes alimentaires. Nous pourrions organiser des échanges de produits agricoles et alimentaires sans pour autant déstabiliser nos systèmes alimentaires.

B.S. : Comment la communauté internationale pourrait-elle, selon-vous, favoriser l'avènement d'un système agroalimentaire plus vertueux au Sahel ?

M.G. : Elle le pourrait, d'une part, en respectant cette transition agroécologique au niveau régional et en ne mettant pas la pression sur les États sahéliens pour leur vendre des intrants chimiques et des technologies inadaptées. D'autre part, en n'abreuvant plus leurs marchés de produits souvent de mauvaise qualité qui concurrencent la production locale et l'empêchent d'évoluer. Comment un producteur de riz sénégalais ou malien dont le coût de production serait par exemple de 300 francs CFA le kilo peut-il vendre sa récolte, s'il est en compétition avec du riz chinois ou américain subventionné au producteur et vendu 200 francs CFA ? Enfin, en sortant de la logique d'aide actuelle, basée sur des projets de deux à cinq ans, pour imaginer un système de financement qui privilégie le long terme. ■



RÉFORME DE LA PAC : UN VIRAGE "ÉCOLOGIQUE" À PEINE AMORCÉ

Sur le continent européen, la réforme de la PAC pour encourager une agriculture plus respectueuse de l'environnement a du mal à insuffler un nouveau mode de production.

PAR **ÉMILE BOUTELIER**

La nouvelle mouture de la politique agricole commune (PAC) est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2023. 12 % des émissions de gaz à effet de serre du continent étant émises par le secteur agricole, cette nouvelle législation se veut « *plus équitable et plus verte* », selon la Commission européenne. En 2019, le Pacte vert ambitionnait même de faire de l'Europe « *le premier continent neutre pour le climat* » d'ici 2050, en promettant notamment un triplement des surfaces cultivées en bio, une diminution de moitié des pesticides et une baisse de 20 %

des engrais chimiques d'ici à 2030. Pourtant, la nouvelle PAC ne semble pas prendre la réelle mesure des enjeux climatiques.

Elle comprend effectivement des avancées environnementales, comme une aide forfaitaire attribuée aux petites exploitations ou une dotation de 4 000 euros à l'actif (à l'emploi agricole), et non plus à l'hectare, pour les jeunes qui s'installent. Mais ces dispositifs restent marginaux. L'"écorégime", mesure phare de cette PAC "plus verte", qui entend renforcer la conditionnalité écologique des aides européennes, paraît pour sa part trop "laxiste" pour être réel-

AVIS D'ACTRICE

JUDITH LACHNITT, CHARGÉE DE PLAIDOYER INTERNATIONAL CLIMAT ET SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, AU SECOURS CATHOLIQUE.

« LA MONOCULTURE INTENSIVE EST DÉLÉTÈRE FACE AUX ALÉAS CLIMATIQUES »

« Une politique agricole commune pourrait éventuellement être utile au continent africain, si toutefois les conditions politiques le permettaient. Pour qu'une telle politique soit vertueuse en termes de justice sociale et de prise en compte des enjeux climatiques, il faudrait qu'elle se fonde sur des principes très différents de ceux de la PAC européenne. Cette dernière, en allouant majoritairement ses aides en fonction du nombre d'hectares, pénalise les pe-

tites exploitations paysannes et favorise le regroupement des terres agricoles en monoculture intensive. Or ce type d'exploitation a montré, en Europe comme en Afrique, son caractère délétère pour la résilience des territoires face aux aléas climatiques et pour le bien-être des agriculteurs. »

Face à la crise socio-environnementale qui frappe la planète et en particulier l'Afrique, il faut promouvoir des pratiques d'agroécologie. Cette dernière permet de renforcer la résilience

des systèmes agricoles existants tout en garantissant une sécurité alimentaire aux paysans. C'est ce que fait par exemple le Secours Catholique au Sahel, où les Caritas de Mauritanie, du Togo, du Niger, du Sénégal, du Burkina Faso et du Bénin travaillent à la promotion de l'agroécologie paysanne comme un modèle de développement durable. Environ 170 000 paysans sont ainsi formés aux pratiques de l'agroécologie dans le cadre d'un programme interrégional au Sahel. » ■



DES OUTILS POUR COMPRENDRE

lement efficace. Juliette Sinclair, du collectif Nourrir¹, regrette « *des conditions trop souples et une avalanche de dérogations* ». En avril 2021, le ministre de l'Agriculture, Julien Denormandie, admettait lui-même que 70 % des agriculteurs français allaient y être éligibles sans avoir à changer leurs pratiques.

Par ailleurs, la logique productiviste de fond, qui guide la PAC depuis sa création, reste inchangée. À peine 25 % du montant des aides directes devrait être dévolu à l'agroécologie. « *Les aides à l'hectare restent le dispositif majoritaire, au profit des grandes exploitations et au détriment des petites* », explique Aurélie Trouvé, enseignante-chercheuse à AgroParisTech et ancienne militante au mouvement Attac. « *La PAC continue donc de favoriser le capital foncier plus que le travail, à financer essentiellement la monoculture intensive et ainsi à encourager les pratiques agricoles les plus dévastatrices pour l'environnement.* »

À plusieurs égards, la PAC 2023-2027 semble même traduire un recul des ambitions écologiques européennes. Si les aides à la conversion vers l'agriculture biologique ont augmenté, les aides au maintien des exploitations, supprimées en 2019, n'ont pas été réintroduites. Selon la Fédération nationale d'agriculture biologique, l'agriculture "bio" pourrait perdre près de 66 % de ses subventions du fait de cette nouvelle PAC. Ces perspectives tranchent avec les recommandations de France Stratégie, institution autonome placée auprès du Premier ministre. Dans un rapport rendu à l'Assemblée nationale en septembre 2021, celle-ci préconisait de repenser les aides directes de la PAC afin qu'elles soient proportionnelles au travail agricole plutôt qu'à la taille des exploitations. Selon ses auteurs, « *cela permettrait, d'une part, d'assurer à tous les agriculteurs un paiement minimum déconnecté du niveau de la production agricole et, d'autre part, de tenir compte de la charge de travail lors du passage à des pratiques agroécologiques* ». ■

¹ Le collectif Nourrir rassemble 52 organisations paysannes et citoyennes françaises travaillant à « *la mise en place de politiques agricoles et alimentaires justes, démocratiques et écologiques* ».

À LIRE



Changement climatique : quels défis pour le Sud ? (IRD Éditions, 2015)

Cet ouvrage publié par l'Institut de recherche pour le développement (IRD) met en relief la vulnérabilité des milieux et des populations du Sud face au réchauffement climatique. Il fait le point sur les travaux et résultats d'une recherche interdisciplinaire qui associe partenaires du Sud et du Nord. En accès libre sur bit.ly/rapportIRD

Au cœur des enjeux climatiques, le Sahel tente d'enrayer les effets du réchauffement

À l'occasion de la tenue de la COP 27, France 24 analyse les nombreux enjeux économiques et sociaux liés à la crise climatique au Sahel. À lire sur : bit.ly/OnuClimatSahel



Un nouveau rapport de l'ONU donne un visage à la crise climatique au Sahel

Un rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), paru en 2022, s'appuie sur des travaux de recherche menés en Mauritanie, au Niger et au Nigéria, pour illustrer les effets des changements climatiques sur les droits de l'homme.

À lire sur : bit.ly/OnuClimatSahel

À ÉCOUTER



Désertification : chaud devant !

Qu'est-ce que la désertification ? Quel est l'impact de ce phénomène ? Quels sont les dispositifs mis en place pour lutter contre ? Ce sont toutes ces questions qu'aborde l'émission La méthode scientifique, sur France Culture, dans son édition du 26 octobre 2021.

À écouter sur : bit.ly/PodcastChaudDevant

RENCONTRER

PARCOURS

23 juin 1978

Naît à Pantin de parents algériens

1998

Crée l'orchestre Divertimento

2008

Lance l'académie Divertimento

2023

Participe à l'écriture du film *Divertimento* qui raconte son histoire

ZAHIA ZIOUANI, CHEFFE D'ORCHESTRE

DÉCLOISONNER LA MUSIQUE CLASSIQUE

PAR DJAMILA OULD KHETTAB

Rare femme à diriger un orchestre, Zahia Ziouani travaille depuis près de vingt-cinq ans à démocratiser l'écoute et la pratique de la musique symphonique dans un souci d'inclusion sociale et culturelle. Chez elle, en Seine-Saint-Denis, ainsi que dans tous les territoires déshérités du pays.

Sur une estrade, un œil sur les partitions et l'autre sur ses protégés, Zahia Ziouani bat la mesure avec une autorité naturelle et une énergie contagieuse, qu'un week-end entier à diriger une troupe d'une centaine d'enfants ne parviendra pas à entamer. Il n'y a qu'à voir comment elle entraîne ces débutants sur une musique de ballet composée par Debussy. Soudain, elle s'interrompt et plonge l'auditorium du conservatoire de Montpellier dans le silence. La mise au point est ferme : « *On prend soin de son instrument. Tout le monde se souvient de ce qu'on a dit ?* » Les mêmes répondent d'un seul souffle : « *Oui* ».

Transmettre

La transmission d'un savoir-être, Zahia Ziouani y tient beaucoup. Autant qu'à partager sa passion dévorante pour la musique. Car « *un orchestre, c'est d'abord une école de la vie* », martèle la maestra au visage rond et avenant. *Ici, ils apprennent les notions d'écoute et de vivre-ensemble. Et surtout l'idée que les intérêts collectifs doivent être placés avant les intérêts individuels.* »

Boucles brunes relevées en chignon, la cheffe d'orchestre s'est habillée pour ces journées de répétition comme pour un soir de grand spectacle : des Derby et un ensemble classique noirs – considérant ces jeunots avec le même respect que s'ils étaient des professionnels. « *Elle ne fait pas de différence, elle est aussi rigoureuse et*



UN ORCHESTRE,
C'EST D'ABORD UNE ÉCOLE
DE LA VIE



exigeante avec les uns qu'avec les autres », confie un collaborateur. « *Encadrer des enfants demande une gymnastique et une concentration plus fortes que face à des pros, reconnaît Zahia Ziouani, c'est un challenge.* »

Depuis trois ans, la concertiste se rend régulièrement à Montpellier dans le cadre du dispositif Démos. Un programme de démocratisation de la pratique musicale coordonné par la Philharmonie de Paris en 2010 et destiné à des enfants de 7 à 12

ans issus de quartiers défavorisés. À l'origine de ce projet ? Zahia Ziouani, déjà ! Tout a commencé par des prêts d'instruments à des minots venant de chez elle, la Seine-Saint-Denis. « *Les conservatoires faisaient des efforts pour rendre accessible la pratique de la musique, explique-t-elle, mais ce n'était pas suffisant. Alors on a développé une méthodologie d'apprentissage dans un format collectif adapté aux enfants.* »

Précoce

À leur âge, Zahia Ziouani, qui a grandi à Pantin dans une « *famille de mélomanes mais pas de musiciens* », baignait déjà dans la musique. Du haut de ses 8 ans, elle dirigeait la chorale de son école et suivait des cours de guitare au conservatoire. Il s'ensuit à 12 ans la découverte de l'alto. Puis, au lycée, elle ambitionne de devenir cheffe d'orchestre professionnelle. Un rêve hors de portée pour une jeune fille, à l'époque – la situation depuis ne s'est guère améliorée, le métier n'étant exercé que par 4 % de femmes aujourd'hui. Peu importe, elle décide de briser ce plafond de verre à coups de baguette et constitue à 18 ans son propre orchestre. Décorée de la médaille de l'ordre national du Mérite en 2021, Zahia Ziouani raconte : « *Je me suis vite rendu compte que si je voulais diriger de grandes formations symphoniques, j'allais attendre un bon moment. J'ai donc pris en main mon destin.* » Un parcours hors »

RENCONTRER



CHRISTOPHE HARGOUËS / SOCE

» norme taillé pour le cinéma. En début d'année, un long-métrage retraçant sa jeunesse est d'ailleurs sorti en salles.

Trait d'union

L'artiste franco-algérienne dit avoir pensé son ensemble symphonique comme un trait d'union entre des musiciens originaires des quartiers chics de la capitale et des instrumentistes issus de la banlieue pari-



JE ME SUIS RENDU COMPTE QUE SI ON N'ALLAIT PAS VERS CERTAINS PUBLICS, ILS NE VIENDRAIENT PAS D'EUX-MÊMES



sienne : « *Je donnais des cours dans ces différents territoires. Je voyais des jeunes passionnés de musique avec des vies radicalement différentes. J'ai voulu qu'ils se rencontrent au sein de l'orchestre Divertimento* », un nom emprunté à une forme musicale italienne se voulant libre et divertissante. Un clin d'œil aussi à la Méditerranée, symbole de diver-

sité. « *Ça incarne bien l'esprit de ce que j'ai envie d'entreprendre* », estime Zahia Ziouani.

La formation prend ses quartiers en Seine-Saint-Denis. Un acte militant assumé. « *Petite, je ne comprenais pas pourquoi, lorsque mes parents voulaient aller à un concert, on devait toujours aller à Paris. C'est tout simplement là que la plupart des concerts ont lieu, se souvient-elle, je voulais donner du sens à mon travail. Je souhaitais autant jouer les grandes œuvres dans les grands opéras qu'amener la beauté de la musique partout où elle était difficile d'accès.* »

Engagée

Vingt-cinq ans plus tard, Zahia Ziouani poursuit encore cet engagement. Presque un sacerdoce. « *Chaque jour, relate-t-elle, soit je participe à un atelier avec des enfants éloignés de cet univers, soit on leur offre une représentation, soit je prends au moins le temps de réfléchir à d'autres projets pédagogiques.* » Dans son sillage, elle a entraîné élus locaux, mécènes, acteurs culturels et associatifs. « *Quand Divertimento joue ou organise un atelier musical, résume-t-elle,*

il y a un orchestre sur scène et un orchestre autour constitué de toutes ces énergies. »

Son équipe vante une « *femme de terrain* » enracinée en Seine-Saint-Denis qui sillonne le pays à un rythme effréné, visitant les collèges, les médiathèques, les maisons de quartiers, les centres sociaux..., à la rencontre du jeune public. « *C'est le moment où tout se construit, où on peut s'autoriser de grandes choses, découvrir et déployer son potentiel, observe-t-elle. Je me suis rendu compte que si on n'allait pas vers certains publics, ils ne viendraient pas d'eux-mêmes pour plusieurs raisons : manque de mobilité, de moyens financiers ou manque de confiance. C'est pourquoi il est important que ce soit nous, les musiciens, qui allons vers eux.* »

Son orchestre permet également à des élèves de conservatoires de banlieue parisienne de se former au sein de son académie, avec à la clef la possibilité de se produire aux côtés des musiciens de Divertimento sur scène et même à l'Élysée. « *C'est comme si on offrait l'opportunité à un jeune de jouer un match de Ligue des champions* », sourit l'artiste férue de football. Elle ne se fait pas d'illusions, tous n'ont pas vocation à rejoindre l'orchestre ou à faire carrière. Mais ces expériences, assure-t-elle, ont le mérite de booster leur confiance en eux et nourrissent des parcours personnels ou professionnels.

Son but ultime ? Convaincre les pouvoirs publics de l'utilité d'aménager un lieu consacré à la musique en Seine-Saint-Denis. « *Une salle où on pourra donner des spectacles interdisciplinaires, espère-t-elle. Bien sûr, il y a la Philharmonie de Paris qui n'est pas loin. Mais comme son nom l'indique, elle est à Paris.* » ■

MIGRATION: LE PÉRIL ALPIN

PAR **CÉCILE LECLERC-LAURENT**

PHOTOS: **CHRISTOPHE HARGOUES**

Chaque jour, une vingtaine de personnes migrantes traversent la frontière italo-française entre Oulx et Briançon. Elles marchent à pied, seules, dans la neige et le froid l'hiver, sur des chemins de randonnée escarpés la nuit. La montagne est dangereuse, la route de l'exil périlleuse, mais rien ne les arrête dans leur quête d'une vie meilleure. Rencontre avec celles et ceux qui traversent les Alpes.

EXPLORER



CHRISTOPHE HARGOÛES / SDCF

▲ Au refuge italien, une carte indique la direction vers la France.

undi 5 décembre 2022, 8 h 45

Nous sommes à Oulx, en Italie, au petit matin. Il a neigé la veille et le thermomètre est proche de zéro. Nous sonons à la porte du "Rifugio Massi", un centre d'hébergement pour personnes migrantes tenu par des ONG italiennes et soutenu financièrement par le ministère de l'intérieur italien. Ici, salariés et bénévoles s'activent pour permettre aux exilés de rester au chaud, se doucher, disposer de vêtements propres et se restaurer. De quoi reprendre des forces avant d'entreprendre la grande traversée vers la France. Le refuge a une ca-

pacité de 80 lits. La plupart des migrants y restent une nuit. Dans la salle à manger du refuge, les murs sont couverts d'affiches créées par les exilés de passage. Maroc, Iran, Afghanistan, Syrie, Turquie, Grèce, Bosnie, Serbie, Slovénie, Bulgarie, Italie... les exilés y ont inscrit leurs pays d'origine et de transit. Sur le mur du fond, une carte IGN de la frontière italo-française leur indique la direction à prendre : le dessin d'un bus et de traces de pas matérialise le début du chemin vers Césane ou Clavière. Les salariés et bénévoles du refuge ne peuvent pas donner de conseils plus précis sur le parcours à emprunter, car ils risquent d'être considérés comme passeurs. « *Ne marchez pas sur la grande route mais bien dans la forêt* », se contente de préciser Franco, l'un des bénévoles, à une personne venue de Gambie. Sur la carte, côté français, une inscription en larges lettres en français, en an-

glais et en arabe indique : « *Lieu sûr à Briançon : refuge Les Terrasses solidaires au 34 route de Grenoble.* »

9 heures 15

C'est l'heure de la distribution de vêtements chauds. Le Rifugio Massi récupère équipements de ski et chaussures de randonnée afin de les distribuer aux migrants qui s'appêtent à franchir la montagne. Car les températures pouvant descendre largement en dessous de zéro, un équipement minimum est vital. Dans la salle, un homme, casquette sur la tête et écouteurs aux oreilles, regarde un film sur son téléphone pendant qu'il charge. Cela fait déjà trois jours qu'Elton, jeune Burundais âgé de 20 ans, est "bloqué" à Oulx : « *J'ai tenté de traverser vendredi, explique-t-il, mais la police m'a arrêté à Montgenèvre. J'ai attrapé froid dans la montagne et depuis j'ai une angine. J'attends d'aller mieux, je pense partir demain.* » S'il échoue

mardi, il réessaiera mercredi. Peu importe, il faut passer la frontière française pour pouvoir ensuite rejoindre la Belgique où sa mère et sa sœur sont réfugiées. Elton dit avoir fui la violence dans son pays en septembre dernier. L'avion l'a fait atterrir en Serbie et depuis il a marché via la Bosnie, la Croatie, la Slovénie et l'Italie. « *Avant de partir dans la montagne là-haut* », dit-il en désignant la fenêtre, « *j'étudie bien le chemin de randonnée sur mon GPS. Car lorsqu'on marche, on n'a pas d'autre choix que d'éteindre le téléphone pour ne pas être repéré la nuit avec la lumière de l'écran.* » Dehors, dans la cour, trois jeunes fument une cigarette. Jalal, Samiullah et Faïm sont afghans. Jalal, qui seul parle anglais, explique sa situation : « *Mon père était officier de police, il a perdu son job avec l'arrivée des talibans et c'est devenu dangereux pour lui et ma famille. Alors je suis parti : je veux aller en France pour travailler et soutenir ma famille, et notamment ma femme et mes trois enfants restés au pays. J'espère avoir l'asile* », relate le jeune homme de 24 ans dont la barbe dissimule mal des traits tirés par la

fatigue. Les trois Afghans sont partis ensemble de Kaboul il y a un an. L'avion les a emmenés en Turquie, puis ils ont pris des autocars ou encore des taxis sur la route des

“
**NOUS NOUS SOMMES
 PERDUS DANS LA MONTAGNE
 ET NOTRE CORPS
 ÉTAIT GELÉ**
 ”

Balkans. Mais ils ont dû toujours passer les frontières à pied. Ils viennent d'arriver à Oulx par le train de Milan. Faïm se plaint de souffrir des pieds. Le médecin du refuge diagnostique des ampoules, rien de grave. Jalal s'éclipse pour aller en ville acheter un sac à dos pour la suite de son voyage.

12 heures

Salariés et bénévoles servent le repas. Soupe au menu. À une table, une femme fait manger son enfant âgé de deux ans. Joëlle a quitté son pays, le Cameroun, en 2017 via le Nigeria où elle a rencontré son

compagnon, Cédric, lui aussi camerounais. La route les a conduits tous les deux au Niger, en Algérie, en Libye et en Tunisie où est né leur petit Owen. Le 13 novembre, tous les trois ont embarqué sur un bateau et sont arrivés à Lampedusa. Une fois sur le continent, des trains les ont conduits à Oulx. Ils rêvent d'atteindre la France, mais ont échoué la veille. « *Nous avons pris une voiture jusqu'à Clavière, puis nous avons marché dans la neige. Mais c'était trop difficile avec le petit qu'il fallait porter. Nous avons fini par nous perdre dans la montagne et nous avons appelé les secours du 112. Notre corps était gelé.* » Joëlle est désespérée. « *Peut-être que nous allons réessayer, je ne sais pas. Y a-t-il d'autres moyens de passer la frontière ?* », demande-t-elle.

Mardi 6 décembre, 9 h 30

Le Rifugio Massi est en effervescence : un autocar pour Clavière part à 10 heures. Jalal et ses deux amis sont prêts : « *Nous avons bien dormi, ça va aller.* » Elton, lui, reconnaît qu'il a peur et espère que les maraudeurs, dont il a entendu parler, viendront à sa rencontre dans la montagne pour l'aider. « *Allez, cette fois, je ne veux plus te revoir* », l'encourage Franco, le bénévole, « *See you in Paris!* » De leur côté, Joëlle et sa famille décident de rester encore une journée au refuge pour se reposer. Une vingtaine d'hommes prennent donc la direction de »



CHRISTOPHE HARGOUËS / SCOF

◀ **Chaque jour, une vingtaine de migrants prennent le car pour Clavière, situé non loin de la frontière.**

EXPLORER



► Au Refuge solidaire de Briançon, les migrants cuisinent ensemble. À droite, Moustapha, originaire du Maroc.

» la gare routière d'Oulx. Les bénévoles du refuge leur distribuent des bouteilles d'eau, des bananes et des biscuits avant leur montée dans l'autocar. Masih, un Iranien de 20 ans, les remercie et déclare, le regard confiant : « Cette fois, je vais y arriver. » Il raconte que la veille, la police l'a attrapé à Montgenèvre.

Lui ne veut qu'une chose : rejoindre sa famille à Paris. « Même si la montagne est difficile, ça ne peut pas être pire qu'en Bulgarie où j'ai passé cinq jours sans manger ni boire », témoigne-t-il. « Good luck », lui glisse Paula, une bénévole.

L'autocar démarre en direction de Clavière. À Césane, certains réfugiés descendent pour éviter d'être repérés par les policiers qui surveillent les arrivées au terminus. Cela rallongera de cinq bons kilomètres le parcours à pied qu'ils prévoient de commencer à la nuit tombée entre Césane et Briançon, en pleine montagne et dans la neige.

À notre tour, nous prenons la route en voiture vers la frontière. Les tunnels que nous traversons sont remplis de graffitis « No border » ou « Free migration ». Au col, il est midi et le thermomètre annonce - 3 °C. Nous avons froid malgré nos chaussures de marche, nos bonnets, nos gants. Comment font donc ceux qui ont des chaussures de ville et parfois aucun vêtement chaud ? À la frontière, un policier nous fait signe de ralentir et s'assure que nous ne transportons pas de passagers clandestins à l'arrière. Puis nous descendons la route qui serpente vers Montgenèvre et Briançon.



CHRISTOPHE HARGOUES / SCDF

14 heures

Arrivée au 34 route de Grenoble à Briançon. Un panneau nous indique : "Les Terrasses solidaires". Le bâtiment abrite un tiers-lieu qui rassemble depuis 2021 plusieurs associations et ONG parmi lesquelles Médecins du monde, Eko, Tous migrants et le centre d'hébergement "Le Refuge solidaire" qui accueille à Briançon les exilés. Au total, sept salariés et quelque 300 bénévoles travaillent aux Terrasses et au refuge pour accueillir environ 70 à 80 migrants. En 2022, le refuge avait vu 3 400 arrivées, et l'année n'était pas terminée. Dans les

locaux, l'ambiance est plus joyeuse et détendue qu'à Oulx. On sent que pour les migrants, le plus dur est derrière eux. « *Ils sont libérés car ils ont passé la frontière* », explique Jean-Yves, bénévole. Cet après-midi-là se joue le match Espagne-Maroc à l'occasion des huitièmes de finale de la Coupe du monde. Et les Marocains, nombreux au refuge, sont en liesse !

Moustapha, 25 ans, est l'un d'eux. Il est arrivé deux semaines plus tôt à Briançon. « *Je reste ici car on prend soin de nous au refuge. On mange, on joue au foot, on fait de la boxe, on dort. Après, je verrai où continuer ma route, peut-être vers Toulouse.* »

Originaire du Sahara occidental et diplômé en informatique et en géographie, bilingue en anglais, Moustapha explique qu'il n'avait aucun avenir au Maroc. Orphelin de père, il est parti pour soutenir financièrement sa mère et ses sœurs. « *Mon voyage a coûté 1 000 euros. Comme j'ai promis à ma mère de ne jamais prendre le bateau, j'ai pris l'avion pour la Turquie. Puis je suis passé par la Bulgarie où j'ai perdu un ami, mort de froid dans la neige. Je vois souvent son visage quand je ferme les yeux. La Bulgarie, c'était vraiment difficile. À côté, les Alpes étaient faciles car c'était seulement une traversée de quelques heures. De toute façon, je n'ai pas peur de la montagne, mais j'ai peur de la police* », confie-t-il. Au col de Montgenèvre, Moustapha explique que la nuit, afin de ne pas être repéré, il veillait à faire un tas de neige avant de rallumer son téléphone portable et de consulter la carte.

19 heures

Le repas du soir est servi. Au Refuge solidaire, les migrants sont mis à contribution pour faire la cuisine et laver la vaisselle. Salade et riz sont au menu. À 22 heures, Malik, le gardien de nuit, fait le tour des chambres pour compter le nombre de lits disponibles en cas de nouvelles arrivées durant la nuit. Il nettoie également le réfectoire pour pouvoir installer au besoin des lits de camp supplémentaires. Dans le réfrigérateur, les restes du

repas du soir permettront également de dépanner de nouveaux arrivants. « *Quand quelqu'un arrive*, explique le veilleur, *je fais un accueil*

“
JE N'AI PAS PEUR
DE LA MONTAGNE,
MAIS J'AI PEUR
DE LA POLICE
”

d'urgence : je sers de quoi manger, je donne des vêtements chauds et j'indique les douches et les lits. » À minuit, les maraudeurs de "Tous migrants" rentrent au refuge. Ce soir, ils n'ont croisé aucun exilé dans la montagne. Nous décidons d'aller nous coucher et demandons où sont Jalal, Masih et Elton, l'Afghan, l'Iranien et le Burundais rencontrés en Italie. Sûrement quelque part encore là-haut dans la montagne, la neige et le froid...

Mercredi 7 décembre, 9 heures

Au refuge, nous jetons un coup d'œil au tableau d'entrée : « *Arrivées : 14 personnes. Nombre total d'hébergés : 66.* » Nous montons dans le réfectoire : Malik a effectivement installé des lits de camp durant la nuit. Nous découvrons alors Jalal, un grand sourire aux lèvres, heureux de nous revoir. « *Ce n'était pas dangereux, mais nous avons eu très* »

EXPLORER

» froid. Nous avons marché dans la forêt, loin de la frontière pour éviter la police », raconte-t-il. Partis la veille à 17 heures de Césane, ils sont arrivés à Montgenèvre vers 22 heures et à 5 heures du matin à Briançon. Mais pour l'heure, Jalal est inquiet car Faïm tousse sans arrêt. Masih, lui, a quitté le refuge à peine arrivé pour repartir immédiatement vers Paris. Quant à Elton, pas de nouvelles. Aucun d'entre eux ne l'a vu. « Je souhaite également partir pour Paris au plus vite », explique Jalal.

Samiullah et Faïm, eux, veulent retrouver leur famille en Allemagne. Tous trois rendent leurs chaussures après-ski et leurs vêtements chauds, donnés par le refuge italien. Les bénévoles des Terrasses les rapporteront ensuite au refuge italien d'Oulx afin qu'ils servent à d'autres exilés. Un beau cercle vertueux.

Retour à l'accueil. Dans son bureau, Emma présente aux trois hommes les différentes possibilités de trajet pour rallier Paris. « En car via

Grenoble, c'est le moins cher, mais vous devrez attendre demain pour partir, car il y aura de meilleurs tarifs. » Elle leur propose d'acheter leurs billets, qu'ils lui rembourseront ensuite.

Une profonde reconnaissance se lit dans le regard de Jalal. Avec Faïm, il se dirige vers le vestiaire pour récupérer un pantalon et une écharpe, avant de frapper au bureau de Médecins du monde. Jean-Luc, médecin bénévole, ausculte Faïm et conclut à un méchant virus. Le test Covid est négatif. Il lui conseille de consulter à nouveau dans les prochains jours si la fièvre remonte. L'ONG Médecins du monde gère cette permanence médicale avec la Pass (Permanence d'accès aux soins de santé) de l'hôpital, car les besoins des migrants sont nombreux entre les gelures, les risques d'hypothermie, les blessures liées aux chutes sur les chemins de randonnée et les douleurs ostéo-musculaires dues aux longues marches. « Merci pour tout, la France va devenir mon pays ! » s'exclame Jalal. Dans l'après-midi, les trois Afghans retournent dans leur chambre pour enfin se reposer au calme.

17 heures

Moustapha aide à la cuisine pour la préparation du dîner. L'ambiance est aussi festive que la veille. Le soir, nous nous éclipsons pour le col de Montgenèvre. Nous faisons quelques pas dans la neige. Il fait - 12 °C. En contrebas, on aperçoit la police et le poste-frontière. Elton ou Joëlle sont-ils quelque part dans ce blanc glacial ? Dans l'obscurité de la nuit, des migrants, des maraudeurs et des policiers jouent au chat et à la souris. La police nous repère et vient à notre rencontre. Nous repartons.

POSITIONNEMENT

PAR CÉCILE LECLERC-LAURENT

UNE POLITIQUE DE CONTRÔLE AUX FRONTIÈRES NON CONFORME À LA LOI

Le Secours Catholique-Caritas France dénonce les contrôles aux trois frontières (franco-britannique, franco-espagnole et franco-italienne), qui ne respectent pas les droits fondamentaux des personnes migrantes. « À Montgenèvre, les migrants sont régulièrement refoulés alors qu'ils ont le droit de demander l'asile. Ils n'ont pas toujours accès aux services de base (alimentation, eau, soins, etc.) et sont parfois privés de liberté dans des préfabriqués à la frontière », s'insurge Yann Ortega, délégué du Secours Catholique des Alpes du Sud. Ainsi l'association affirme que les frontières deviennent dangereuses et demande un moratoire sur le processus de Dublin qui conduit les migrants à l'errance en Europe. Par ailleurs, le Secours Catholique déplore le fait que ni la préfecture, ni la mairie ne soutiennent les acteurs associatifs de Briançon qui viennent en aide aux migrants en leur offrant un toit. « Cette politique n'est pas conforme à la loi qui oblige l'État à fournir un hébergement d'urgence inconditionnel à toute personne sur le territoire. À Briançon, les portes de l'accueil en hébergement d'urgence se ferment devant les étrangers », constate amèrement Yann Ortega. L'association demande notamment un dispositif "plan grand froid" en hiver. Enfin, elle dénonce le fait que les personnes solidaires qui soutiennent les personnes exilées font régulièrement l'objet d'intimidations, de verbalisations, voire de poursuites judiciaires, réactivant ainsi le délit de solidarité. Depuis 2015, plus de 20 000 personnes ont été accueillies à Briançon, un accueil effectué uniquement par les acteurs associatifs. Sept personnes migrantes ont perdu la vie dans les montagnes et au moins deux sont portées disparues. ■



CHRISTOPHE HARGOUËS / SCCF

▲ Joëlle et son fils Owen au Rifugio Massi à Oulx, regardent la montagne qu'ils aimeraient traverser pour arriver en France.

Jeudi 8 décembre

Pas d'arrivée la nuit dernière. Il est vrai que le thermomètre a frôlé - 17 °C. Nous allons dire au revoir à ceux qui nous ont accueillis. Moustapha se sent perdu. Il ne sait toujours pas où aller, car il n'a plus d'argent pour se payer un ticket de transport. Il a peur de devoir dormir à la rue tel un SDF. « *Alors je reste ici pour le moment, j'ai de quoi manger et je dors au chaud.* »

15 heures

Jalal, Samiullah et Faïm veulent se rendre à la gare routière afin de prendre un autocar pour Grenoble. Emma propose de les déposer en camionnette à la gare. Auparavant

elle leur distribue des cartes SIM françaises fournies par Emmaüs Connect. À la gare de Briançon, nous leur faisons nos adieux en leur souhaitant un bon voyage. Nous décidons alors de retourner à Oulx prendre des nouvelles des autres exilés rencontrés au Rifugio Massi. Stefano nous apprend que Joëlle et sa famille camerounaise ont pris le train la veille pour Milan. Quant à Elton, le Burundais qui était parti mardi dans la montagne, il est revenu dormir mercredi soir à Oulx avant de repartir jeudi matin. « *De toute façon, qu'on le veuille ou non, à la fin, ils passent tous ! Les contrôles à la frontière sont hypocrites. On ne peut pas arrêter la migration. C'est donc à nous de la rendre plus humaine* », conclut le bénévole italien.

Épilogue

Quatre jours plus tard, nous recevons un appel de Jalal. Il est en sécurité à Paris, où il dort chez un

ami afghan. Il nous dit vouloir désormais demander l'asile. Quant à Joëlle, elle nous appelle le 23 décembre : elle a finalement réussi à passer la frontière à Vintimille en autocar, avant de faire Nice-Paris par le train avec son compagnon et son fils. Depuis, tous les trois sont à la rue à Melun et appellent en vain le 115. Nous n'avons jamais eu de nouvelles d'Elton. ■



À voir sur le web

Flashez ce QR Code pour retrouver ce récit en images et en sons.

¹ D'autres associations comme le Secours Catholique sont membres du conseil d'administration des Terrasses solidaires.



ANAÏS OUDART

POINT DE VUE

« LA FAILLE DE LA RUPTURE FAMILIALE » ANAÏS OUDART, LAURÉATE DU PRIX CARITAS PHOTO 2023

J'ai réalisé ce diptyque pour le projet "Héroïnes 17", dans le cadre de la Grande Commande photographique de la BNF. Cette série témoigne des ruptures familiales que certaines jeunes femmes ont connues dans leur enfance ou leur adolescence. Pour pouvoir réaliser ce projet, j'ai fait de nombreuses recherches. J'ai découvert Alissa (photo de droite) en vidéo sur Internet. Elle témoignait avec courage et sans fard qu'à l'âge de quinze ans elle avait dormi dans les trous des ponts à Nantes. Aujourd'hui elle a 27 ans et a monté la structure "Repairs" à Nantes qui vient en aide aux enfants issus de l'Aide sociale à l'enfance. Elle est un bel exemple des enfants qui ont traversé de grandes difficultés familiales mais qui, en travaillant cinq fois plus que les autres, arrivent à s'en sortir et se tournent naturellement, à l'âge adulte, vers les autres. La photo de gauche évoque cette faille qu'est la rupture familiale. C'est une plaie ouverte que les personnes portent en elles toute leur vie. ■

Retrouvez cette série sur : oudartanais.com/heroines-17

© ANAÏS OUDART Photographe et portraitiste engagée, mes séries abordent des sujets sociaux, défendent la cause des femmes, dénoncent des violences et rendent hommage à des parcours de vie résilients. En 2021, je suis lauréate de la Grande Commande photographique de la BNF. En 2022, j'obtiens la bourse du Cnap pour mon travail sur les violences sexuelles liées aux conflits armés en République démocratique du Congo et le Mentorat des filles de la photo pour mon travail sur le viol comme arme de guerre en Ukraine.

 oudartanais.com

AGROÉCOBOBOLOGIE

par Besse et La Blanche

Quelle agriculture peut sauver le monde?
Avec Super Agroman™
en avant pour le progrès!



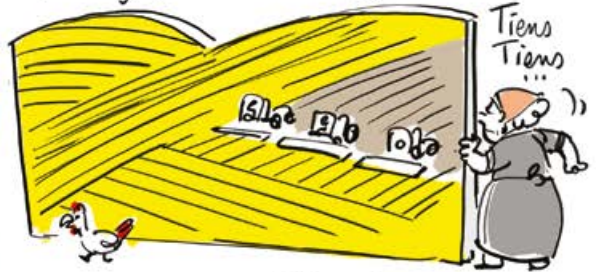
En apparence, l'agriculture conventionnelle est plus efficace.



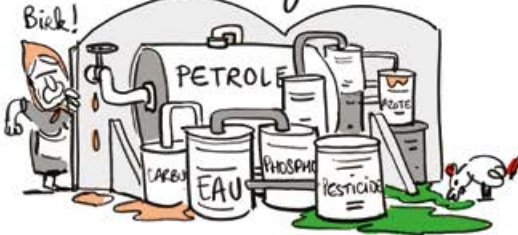
Car l'agroécologie ne serait qu'un truc de lobo.



Mais ça, ce sont les apparences



Car derrière l'agriculture industrielle il y a...



Mais si on enlève tout ça...



"Finie la "rentabilité" !



En réalité, l'agroécologie est plus efficace et plus rentable pour la planète!



C'EST QUOI LA FRATERNITÉ ? UN SYMBOLE, UNE DEVISE GRAVÉE DANS LA PIERRE, UNE BELLE IDÉE DE L'HUMANITÉ QUI NOUS REND FIERS. MAIS ÇA NE DOIT PLUS RESTER UNE PROMESSE EN L'AIR, LA FRATERNITÉ MAINTENANT, IL FAUT LA FAIRE. ET CE N'EST PAS FACILE. LA FIN DE LA PAUVRETÉ N'EST PAS POUR DEMAIN, ON NE VA PAS SE MENTIR. MAIS LAISSER FAIRE, LAISSER TOMBER, CE SERAIT ENCORE PIRE. ALORS IL FAUT POUVOIR REGARDER EN FACE CEUX QUI NE TROUVENT PLUS LEUR PLACE, LEUR DIRE QU'ON EST TOUS SOLIDAIRES, QUE ÇA POURRAIT ÊTRE NOUS DANS LA GALÈRE. ALORS C'EST QUOI LA FRATERNITÉ ? UN ENFANT QU'ON ACCOMPAGNE DANS SA SCOLARITÉ ? UNE GRAND-MÈRE QUI SE SENT UTILE ET AIMÉE ? UN COIN DE TERRE, UN BOUT DE JARDIN OÙ ON PEUT ENCORE SE SENTIR BIEN ? UNE MAIN QUE L'ON TEND DANS LES CRISES ET LES TEMPÊTES ? UN LARGE SOURIRE QUI DIT « C'EST BON, ÇA Y EST, VOUS Y ÊTES » ? OU LA CHALEUR D'UN BON CAFÉ POUR SE POSER, POUR TOUT RACONTER ? C'EST TOUT ÇA LA FRATERNITÉ, C'EST REFUSER LES INÉGALITÉS OU LA PRÉCARITÉ. PEU IMPORTE CE QU'ON FAIT OU CE QUI NOUS Pousse À LE FAIRE, L'IMPORTANT EST D'AGIR, DE MONTRER QU'ON EST TOUS FRÈRES. MÊME SI C'EST PEU, MÊME SI CE N'EST PAS TOUT LE TEMPS, LE JOUR OÙ VOUS COMMENCEREZ SERA TOUJOURS LE BON MOMENT. VOUS PENSEZ QUE LA FRATERNITÉ NE VA RIEN RÉGLER ? NOUS, ON PROPOSE JUSTE UN TRUC : ET SI ON ESSAYAIT ? PARCE QU'IL SUFFIRAIT QU'ON LE DÉCIDE, VOUS, NOUS, MAINTENANT ET ÇA CHANGERAIT LA VIE DE MILLIONS DE GENS.

LA FRATERNITÉ N'EST PAS UNE PROMESSE EN L'AIR, C'EST UNE RÉVOLUTION ET ENSEMBLE ON PEUT LA FAIRE.

REJOIGNEZ LA
#REVOLUTIONFRATERNELLE
revolutionfraternelle.org

